



KPMG Togo
8^{ème} étage immeuble BTCl Siège
169, Boulevard du 13 janvier
06 BP 6019 Lomé 06, Togo
Tél : (228) 22 21 87 69, Fax : (228) 22 21 03 55
Email : contact@kpmg.tg

Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Rapport du Commissaire aux comptes au Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA)

Exercice clos le 31 décembre 2019
Banque Ouest Africaine de Développement
68, avenue de la libération
BP 1172 Lomé (Togo)
Ce rapport contient 7 pages
Les annexes contiennent 68 pages



KPMG Togo
8^{ème} étage immeuble BTCl Siège
169, Boulevard du 13 janvier
06 BP 6019 Lomé 06, Togo
Tél : (228) 22 21 87 69, Fax : (228) 22 21 03 55
Email : contact@kpmg.tg

Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Siège social : 68, avenue de la libération, BP 1172 Lomé, Togo
Capital social : 1 155 milliards de francs CFA

Rapport du Commissaire aux comptes au Conseil des Ministres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA)

Exercice clos le 31 décembre 2019

Mesdames, Messieurs,

1. Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD), qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2019, l'état du résultat global, le tableau de variation des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

A notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) au 31 décembre 2019, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS) telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board).

2. Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes internationales d'audit (ISA). Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des états financiers » du présent rapport.

Nous sommes indépendants de la société conformément au Code d'éthique et de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (IESBA–International Ethics Standards Board for Accountants) et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles et le code de l'IESBA. Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

3. Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur :

- la note 4 « Changements de méthodes comptables significatifs-première application de la norme IFRS 16 » de l'annexe des états financiers qui expose les effets de la première application d'IFRS 16 « Contrats de location » ;
- la note 20 « Résultat net de la période » de l'annexe des états financiers qui expose l'impact du transfert par le Conseil des Ministres à la BOAD, sous forme de don, d'une partie des fonds du nouveau mécanisme de bonification pour un montant de francs CFA 90 milliards.

4. Points clés d'audit

Les points clés de l'audit sont les points qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019. Ces points ont été traités dans le contexte de notre audit des états financiers pris dans leur ensemble et lors de la formation de notre opinion sur ceux-ci. Nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces points.

4.1. Identification et évaluation du risque de crédit

4.1.1. Risques identifiés

La BOAD est exposée au risque de crédit et de contrepartie.

Ces risques se définissent comme étant la probabilité qu'un débiteur soit dans l'incapacité de faire face au remboursement des financements octroyés. Le défaut d'une contrepartie peut avoir une incidence significative sur les résultats de la BOAD.

La BOAD constitue des dépréciations sur ses expositions pour couvrir ces risques.

Les dépréciations/provisions sur les expositions saines et dégradées reposent sur un modèle en pertes attendues, prenant en compte, outre les encours, les engagements approuvés par le Conseil d'administration, les reste-à-verser sur les concours correspondants via des facteurs de conversion. Cette méthode repose sur un modèle de calcul des pertes attendues en fonction de l'évolution depuis l'origine du risque de crédit et selon un modèle intégrant les différents paramètres (probabilités de défaut, taux de pertes en cas de défaut, exposition au défaut, notation).

Nous avons considéré que l'appréciation du risque de crédit et l'évaluation des dépréciations/provisions, constituent un domaine d'estimation comptable significatif, puisqu'il fait un recours important au jugement de la Direction dans les hypothèses retenues et le classement des expositions.

Au 31 décembre 2019, les créances sur la clientèle s'élèvent à un montant brut de francs CFA 2 056 milliards et font l'objet d'une provision pour dépréciation d'un montant total de francs CFA 59 milliards dont 25 milliards de dotations de dépréciations constituées au cours de l'exercice tels que détaillés dans les notes 6 et 18 des notes annexes aux états financiers.

Compte tenu de l'importance significative des crédits à la clientèle ainsi que du recours important au jugement pour la détermination des provisions pour dépréciation, ce sujet a été considéré comme un point clé d'audit.

4.1.2. Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Pour apprécier le caractère raisonnable des dépréciations/provisions constituées, nous avons :

- ✓ pris connaissance du processus d'évaluation de ces provisions et du dispositif de contrôle interne l'encadrant ;
- ✓ examiné la gouvernance des processus de provisionnement/dépréciation ;
- ✓ vérifié la cohérence des données issues des systèmes de gestion des risques avec les données comptables ;
- ✓ effectué un calcul indépendant des pertes attendues sur une sélection de portefeuilles au 31 décembre 2019 ;
- ✓ apprécié la cohérence de l'évolution des provisions, des créances et de la charge du risque ;
- ✓ vérifié la cohérence des paramètres appliqués dans le moteur de calcul conformément aux principes méthodologiques validés ;
- ✓ et nous sommes assurés que les règles de déclassement et de dépréciation des créances en souffrance n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent et sont correctement appliquées au cours de l'exercice.

4.2. Valorisation des instruments de couverture des emprunts

4.2.1. Risques identifiés

Au 31 décembre 2019, l'encours des emprunts de la Banque, comprend des bons et des obligations qui s'élèvent à francs CFA 1 641 milliards comme précisé à la note 10 des notes annexes aux états financiers. Ce montant comprend francs CFA 1 406 milliards d'eurobonds mobilisés en 2016, 2017 et 2019 ayant fait l'objet de swap et de contrats à terme.

Nous avons considéré la valorisation de ces instruments de couverture d'emprunt comme un point clé de l'audit compte tenu :

- ✓ de l'incidence significative de la technique complexe de valorisation sur les résultats de la Banque ;
- ✓ du caractère significatif de ces montants dans les comptes.

4.2.2. Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Dans ce contexte, nos travaux ont consisté à :

- ✓ mettre à jour notre connaissance puis tester l'efficacité du dispositif de contrôle relatif à la détermination des paramètres de valorisation ;
- ✓ faire une analyse détaillée des contrats de couverture de la Banque ;
- ✓ tester, sur la base de sondages, la correcte application de la méthode de valorisation sur une sélection d'instruments de couverture ;
- ✓ examiner les informations relatives à la valorisation des instruments financiers publiées dans les notes aux états financiers.

4.3. Valorisation des actifs financiers

4.3.1. Risques identifiés

La BOAD détient des actifs financiers à la juste valeur pour un montant de francs CFA 138,7 milliards tels que détaillés dans la note 7 des notes annexes aux états financiers. Les variations de la juste valeur d'un arrêté à l'autre sont enregistrées soit en résultat, soit en capitaux propres conformément au classement retenu sous IFRS 9.

En raison de la disponibilité limitée des données de marché, la valorisation des instruments financiers de niveaux 2 et 3 fait recours au jugement de la Direction pour la sélection de la méthode d'évaluation à retenir et des paramètres à utiliser.

Nous avons considéré la valorisation des actifs financiers à la juste valeur (niveaux 2 et 3) comme un point clé de l'audit compte tenu :

- ✓ de l'incidence significative du choix de la méthode de valorisation sur les résultats de la Banque ;
- ✓ de la sensibilité des paramètres retenus aux hypothèses de la Direction ;
- ✓ de leur caractère significatif.

4.3.2. Procédures d'audit mises en œuvre face aux risques identifiés

Dans ce contexte, nos travaux sur les actifs financiers (portefeuille des instruments des capitaux propres) ont consisté à :

- ✓ mettre à jour notre connaissance puis tester l'efficacité du dispositif de contrôle relatif à la détermination de la méthode de valorisation retenue ;
- ✓ tester, sur la base de sondages, la correcte application de la méthode de valorisation sur une sélection de titres ;
- ✓ rapprocher, sur une base de sondages, la valorisation de ces instruments avec la documentation externe la justifiant ;
- ✓ vérifier le rapprochement comptabilité/gestion ;
- ✓ vérifier le caractère approprié des méthodes comptables retenues par la Banque et de leur correcte application.

5. Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation sincère des états financiers conformément aux Normes internationales d'informations financière (IFRS) telles que publiées par l'IASB (International Accounting Standards Board), ainsi que du contrôle interne qu'elle estime nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la BOAD à poursuivre son exploitation, de fournir, le cas échéant, des informations relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer la base de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de mettre la BOAD en liquidation ou de cesser ses activités ou s'il n'existe aucune autre solution alternative réaliste qui s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'élaboration de l'information financière de la BOAD.

6. Responsabilités du Commissaire aux comptes pour l'audit des états financiers

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et d'émettre un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes « ISA » permettra de toujours détecter toute anomalie significative existante. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, prises individuellement ou en cumulé, elles puissent influencer les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Nos responsabilités pour l'audit des états financiers sont décrites de façon plus détaillée à l'annexe 1 du présent rapport du commissaire aux comptes.

Lomé, le 30 mars 2020

Le Commissaire aux comptes

KPMG Togo



Toussaint de SOUZA
Associé



Annexe 1 :

Responsabilités du commissaire aux comptes

Cette annexe fait partie intégrante de notre rapport de commissariat aux comptes.

Dans le cadre de nos diligences, nous nous conformons successivement :

- aux exigences des normes Internationales d'Audit (ISA) et ;

De manière plus détaillée,

- Nous nous conformons aux règles d'éthique relatives à l'audit des états financiers édictées par le Code d'éthique et de déontologie des professionnels comptables du Conseil des normes internationales de déontologie comptable (IESBA–International Ethics Standards Board for Accountants).
- nous faisons preuve d'esprit critique qui implique d'être attentifs aux éléments probants qui contredisent d'autres éléments probants recueillis, aux informations qui remettent en cause la fiabilité de documents et de réponses apportées aux demandes de renseignements à utiliser en tant qu'éléments probants, aux situations qui peuvent révéler une fraude possible, aux circonstances qui suggèrent le besoin de mettre en œuvre des procédures d'audit en supplément de celles requises par les normes ISA ;
- nous faisons preuve de jugement professionnel lors de la conduite de l'audit en particulier pour les décisions portant sur le caractère significatif et le risque d'audit, la nature, le calendrier et l'étendue des procédures d'audit à mettre en œuvre pour satisfaire les diligences requises par les normes ISA et pour recueillir des éléments probants, le fait de déterminer si des éléments probants suffisants et appropriés ont été recueillis, et si des travaux supplémentaires sont nécessaires pour atteindre les objectifs des normes ISA et, par voie de conséquence, les objectifs généraux de l'auditeur, l'évaluation des jugements de la direction portant sur le suivi du référentiel comptable applicable, le fondement des conclusions tirées des éléments probants recueillis, par exemple l'appréciation du caractère raisonnable des évaluations faites par la direction lors de l'établissement des états financiers ;
- nous préparons tout au long de l'audit une documentation qui fournisse une trace suffisante et appropriée des travaux, fondements de notre rapport d'audit et des éléments démontrant que l'audit a été planifié et réalisé selon les normes ISA et dans le respect des exigences législatives et réglementaires applicables;
- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- nous recueillons, le cas échéant, des éléments probants suffisants et appropriés concernant le respect des dispositions des textes législatifs et réglementaires dont il est admis qu'elles ont une incidence directe sur la détermination des données chiffrées significatives enregistrées et l'information fournie dans les états financiers, mettons en œuvre des procédures d'audit spécifiques visant à identifier les cas de non-respect d'autres textes législatifs et réglementaires qui peuvent avoir une incidence significative sur les états financiers, et apporter une réponse appropriée aux cas avérés ou suspectés de non-respect des textes législatifs et réglementaires identifiés au cours de l'audit ;
- nous fournissons également à la direction une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons, le cas échéant, toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir une incidence sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes. Parmi les points communiqués à la direction, nous déterminons quels ont été les plus importants lors de l'audit des états financiers de la période considérée : ce sont les points clés de l'audit. Nous décrivons ces points dans notre rapport, sauf si la loi ou la réglementation en empêchent la communication ou si, dans des circonstances extrêmement rares, nous déterminons que nous ne devrions pas communiquer un point dans notre rapport parce que l'on peut raisonnablement s'attendre à ce que les conséquences néfastes de la communication de ce point dépassent les avantages qu'elle aurait au regard de l'intérêt public ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne de la société afin de définir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Lorsque des faiblesses significatives sont identifiées, nous les communiquons à la direction, le cas échéant, à la direction;
- nous évaluons l'incidence sur l'audit des anomalies relevées et l'incidence sur les états financiers des anomalies non corrigées, s'il en existe. Nous les communiquons au niveau approprié de la direction, à moins que ceci ne lui soit interdit par la loi ou la réglementation ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers reflètent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- nous identifions les relations et les transactions avec les parties liées, que le référentiel comptable applicable établisse ou non des règles en la matière, pour être en mesure de relever des facteurs de risque de fraudes, s'il en

existe, découlant de relations et de transactions avec les parties liées, qui sont pertinents pour l'identification et l'évaluation des risques d'anomalies significatives provenant de fraudes, et conclure, sur la base des éléments probants recueillis, si les états financiers, pour autant qu'ils soient affectés par ces relations et ces transactions sont présentés sincèrement ou ne sont pas trompeurs.

En outre, lorsque le référentiel comptable applicable contient des règles concernant les parties liées, nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés pour déterminer si les relations et les transactions avec les parties liées ont été correctement identifiées et comptabilisées dans les états financiers et si une information pertinente les concernant a été fournie dans ceux-ci ;

- nous recueillons les éléments probants suffisants et appropriés montrant que les événements survenus entre la date des états financiers et la date de notre rapport, nécessitant un ajustement des états financiers ou une information à fournir dans ceux-ci, ont fait l'objet d'un traitement approprié dans les états financiers conformément au référentiel comptable applicable ;
- nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants recueillis, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments recueillis jusqu'à la date de notre rapport;
- nous obtenons des déclarations écrites de la Direction Générale et, le cas échéant, du Conseil d'administration, confirmant que celle-ci considère avoir satisfait à ses responsabilités relatives à l'établissement des états financiers ainsi qu'à l'exhaustivité des informations qui nous ont été fournies. En outre, nous confortons d'autres éléments probants relatifs aux états financiers ou à des assertions spécifiques contenues dans ceux-ci au moyen de ces déclarations écrites si nous estimons nécessaire ou si celles-ci sont requises par d'autres normes ISA ;
- nous nous assurons, tout au long de l'audit, que l'égalité entre les associés est respectée, notamment que toutes les actions d'une même catégorie bénéficient des mêmes droits ;
- nous devons signaler au Conseil des ministres le plus proche, les irrégularités et les inexactitudes relevées lors de l'audit. En outre, nous devons signaler au ministère public les faits délictueux dont nous avons eu connaissance au cours de l'audit, sans que notre responsabilité puisse être engagée par cette révélation ;



Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD)

Rapport du Commissaire aux comptes au Conseil des Ministres de l'UMOA

- nous avons l'obligation du respect du secret professionnel pour les faits, actes et renseignements dont nous avons eu connaissance.



Annexe 2 :

**Etats financiers de l'exercice clos
le 31 décembre 2019**



**ETATS FINANCIERS INDIVIDUELS DE LA BOAD AU 31
DECEMBRE 2019**

MARS 2020

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE | 3 |
| ETAT DU RESULTAT GLOBAL | 4 |
| TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES..... | 5 |
| TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE | 6 |
| NOTE 1. ACTIVITE DE LA BOAD | 7 |
| NOTE 2. RESUME DES PRINCIPES ET PRATIQUES COMPTABLES ESSENTIELS | 7 |
| NOTE 3. EFFETS DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIERE NOUVELLES OU REVISEES | 19 |
| NOTE 4. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIFS | 22 |
| NOTE 5. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE..... | 25 |
| NOTE 6. PRÊTS ET CREANCES AU COÛT AMORTI..... | 27 |
| NOTE 7. PARTICIPATIONS | 29 |
| NOTE 8. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS..... | 32 |
| NOTE 9. IMMOBILISATIONS | 33 |
| NOTE 10. PASSIFS AU COÛT AMORTI | 35 |
| NOTE 11. FONDS AFFECTÉS | 37 |
| NOTE 12. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS..... | 37 |
| NOTE 13. PROVISIONS | 38 |
| NOTE 14. CAPITAUX PROPRES | 40 |
| NOTE 15. MARGE SUR INTERETS ET COMMISSIONS | 42 |
| NOTE 16. RISQUE DE CHANGE ET INSTRUMENTS DE COUVERTURE..... | 43 |
| NOTE 17. DIVIDENDES REÇUS | 43 |
| NOTE 18. COÛT DU RISQUE | 43 |
| NOTE 19. AUTRES RESULTATS D'EXPLOITATION..... | 44 |
| NOTE 20. RESULTAT NET DE LA PERIODE | 45 |
| NOTE 21. GESTION DES RISQUES | 45 |
| NOTE 22. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS..... | 56 |
| NOTE 23. CONTRATS DE LOCATION..... | 58 |
| NOTE 24. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES..... | 60 |
| NOTE 25. ENGAGEMENTS HORS BILAN | 61 |
| NOTE 26. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE | 62 |

ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

| ACTIF | Note | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|------|------------------|------------------|
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 5 | 576 151 | 270 786 |
| Prêts et créances au coût amorti | 6 | 2 341 887 | 2 150 773 |
| - Créances interbancaires | | 50 119 | 70 144 |
| - Créances sur la clientèle | | 1 985 427 | 1 801 520 |
| - Prêts au personnel | | 10 963 | 10 751 |
| - Portefeuille titres de dettes | | 288 496 | 261 476 |
| - Créances sur actionnaires à libérer | | 6 882 | 6 882 |
| Participations | 7 | 138 656 | 126 559 |
| - Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par le résultat | | 10 436 | 8 014 |
| - Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables | | 128 220 | 118 545 |
| Comptes de régularisation et actifs divers | 8 | 44 470 | 12 503 |
| - Actifs dérivés | | 35 286 | 1 065 |
| - Comptes de régularisation actif | | 1 778 | 2 121 |
| - Autres actifs | | 7 406 | 9 317 |
| Immobilisations corporelles | 9 | 5 897 | 7 237 |
| Immeubles de placement | 9 | 728 | 0 |
| Immobilisations incorporelles | 9 | 412 | 333 |
| Actifs non courants détenus en vue de la vente | 9 | 2 245 | 0 |
| TOTAL ACTIF | | 3 110 447 | 2 568 191 |
| | | | |
| PASSIF | Note | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
| Passifs au coût amorti | 10 | 2 189 070 | 1 740 300 |
| - Dettes interbancaires | | 2 463 | 6 625 |
| - Dettes représentées par un titre | | 1 668 868 | 1 253 872 |
| - Autres emprunts | | 517 738 | 479 802 |
| Fonds affectés | 11 | 42 739 | 113 251 |
| Comptes de régularisation et passifs divers | 12 | 38 680 | 31 917 |
| - Passifs dérivés | | 16 868 | 23 786 |
| - Comptes de régularisation passif | | 18 380 | 5 730 |
| - Autres passifs | | 3 432 | 2 401 |
| Provisions | 13 | 8 231 | 7 539 |
| TOTAL Passifs | | 2 278 720 | 1 893 006 |
| Capital | | 219 881 | 206 580 |
| - Capital souscrit | | 1 103 650 | 1 103 650 |
| - Capital sujet à appel | | -826 230 | -826 230 |
| - Capital à libérer | | -55 740 | -67 975 |
| - Coût lié à la libération différée du capital | | -1 800 | -2 865 |
| Primes d'émission | | 2 622 | 2 622 |
| Réserves | | 609 224 | 465 982 |
| - Réserves affectées aux activités de dévelop. | | 76 050 | 76 050 |
| - Réserves de juste valeur sur instruments de capitaux propres | | 44 041 | 40 689 |
| - Réserves de couverture de flux de trésorerie | | -20 546 | -39 429 |
| - Autres réserves | | 26 | 26 |
| - Résultats non distribués | | 392 007 | 369 229 |
| - Réévaluation du passif au titre des régimes de retraites | | 834 | 1 245 |
| - Résultat de l'exercice | | 116 812 | 18 173 |
| TOTAL Capitaux propres | 14 | 831 727 | 675 184 |
| TOTAL PASSIFS et CAPITAUX PROPRES | | 3 110 447 | 2 568 191 |

ETAT DU RESULTAT GLOBAL

| Compte de résultat | Note | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-----------|-----------------------|-----------------------|
| Intérêts et produits assimilés | | 128 359 | 121 411 |
| Intérêts et charges assimilées | | -78 302 | -84 911 |
| <i>Soustrait (Marge sur Intérêts)</i> | | <i>50 057</i> | <i>36 500</i> |
| Commissions (produits) | | 3 903 | 3 758 |
| Commissions (charges) | | -1 144 | -1 127 |
| <i>Soustrait (Marge sur Intérêts et commissions)</i> | 15 | <i>52 816</i> | <i>39 131</i> |
| Gains de change (a) | | 58 | 50 |
| Pertes de change (b) | | -9 704 | -42 479 |
| Gains/pertes sur instruments de couverture (c) | | 22 255 | 53 470 |
| <i>Gains/pertes nets sur devises (a+b+c)</i> | 16 | <i>12 610</i> | <i>11 041</i> |
| <i>Soustrait</i> | | <i>65 426</i> | <i>50 172</i> |
| Gains/pertes sur instruments de capitaux propres à la JV/R | | 421 | 433 |
| Dividendes reçus | 17 | 3 891 | 3 703 |
| <i>Produit net bancaire</i> | | <i>69 739</i> | <i>54 308</i> |
| <i>Coût du risque</i> | 18 | <i>-19 489</i> | <i>-9 778</i> |
| Dotations des Etats | | 3 200 | 3 200 |
| Autres produits d'exploitation | | 90 457 | 343 |
| Charges liées aux activités de développement | | -2 682 | -5 174 |
| Charges générales d'exploitation | | -24 046 | -24 653 |
| - Frais de personnel | | -15 156 | -15 730 |
| - Amortissements | | -1 389 | -1 234 |
| - Autres | | -7 501 | -7 689 |
| Autres charges d'exploitation | | -367 | -73 |
| <i>Autres résultats d'exploitation</i> | 19 | <i>66 562</i> | <i>-26 357</i> |
| Résultat de la période | 20 | 116 812 | 18 173 |
| Eléments susceptibles de reclassement ultérieur en résultat (a) | | 18 883 | -717 |
| Couverture de flux de trésorerie | | 18 883 | -717 |
| Eléments non susceptibles de reclassement ultérieur en résultat (b) | | 2 941 | 23 782 |
| Variation de juste valeur des instruments de capitaux propres | | 3 352 | 24 702 |
| Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies | | -410 | -920 |
| <i>Autres éléments du résultat global (a+b)</i> | | <i>21 824</i> | <i>23 064</i> |
| Résultat global | | 138 636 | 41 237 |

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

| | Capital | | | | Primes d'émission | Réserves | | | | | | | Total |
|--|------------------|-----------------------|-------------------|--|-------------------|---|-----------------|--|--|---|--|--------------------------|---------|
| | Capital souscrit | Capital sujet à appel | Capital à libérer | Coût lié à la libération différée du capital | | Réserves affectées aux activités de développement | Autres réserves | Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies | Pertes ou gains résultant de l'évaluation des titres classés en AFS par OCI (IAS 39) | Pertes ou gains résultant de l'évaluation des instruments de capitaux propres à la JVOCI (IFRS 9) | Valorisation des instruments de couverture | Résultats non distribués | |
| Capitaux propres au 1er janvier 2018 | 1 103 650 | -826 230 | | -4 046 | 2 622 | 76 050 | 26 | 2 165 | 15 987 | 0 | -38 711 | 388 235 | 719 749 |
| <i>Augmentation de capital</i> | 0 | 0 | | | | | | | | | | | 0 |
| Capital à libérer | | | -67 975 | | | | | | | | | | -67 975 |
| <i>Modifications de la 1ère application d'IFRS 9</i> | | | | | | | | | -15 987 | 15 987 | | -21 529 | -21 529 |
| <i>Résultat au 31 décembre 2018 avant affectation</i> | | | | | | | | | | | | 18 173 | 18 173 |
| <i>Autres éléments du résultat global</i> | | | | | | | | -920 | 0 | 24 702 | -717 | 5 522 | 28 586 |
| Variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (IFRS 9) | | | | | | | | | 0 | 24 702 | | -7 090 | 17 611 |
| Reclassement des plus values sur instruments de capitaux propres en réserves | | | | | | | | | | | | 12 612 | |
| Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies | | | | | | | | -920 | | | | 0 | -920 |
| Variation en OCI des instruments de couverture | | | | | | | | | | | -717 | | -717 |
| <i>Autres variations</i> | | | | 1 180 | | | | | | | | | 1 180 |
| <i>Affectation du résultat de l'exercice 2017</i> | | | | | | | | | | | | -3 000 | -3 000 |
| Transferts | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Contributions et distributions | | | | | | | | | | | | | |
| Total des transactions avec les actionnaires | | | | | | | | | | | | | |
| Capitaux propres au 31 décembre 2018 et 1er janvier 2019 | 1 103 650 | -826 230 | -67 975 | -2 865 | 2 622 | 76 050 | 26 | 1 245 | 0 | 40 689 | -39 429 | 387 402 | 675 184 |
| | | | | | | | | | | | | | 0 |
| | | | | | | | | | | | | | 675 184 |
| <i>Augmentation de capital</i> | 0 | | | | | | | | | | | | 0 |
| <i>Résultat au 31 décembre 2019</i> | | | | | | | | | | | | 116 812 | 116 812 |
| <i>Autres variations</i> | | | | 1 066 | | | | | | | | | 1 066 |
| <i>Affectation du résultat de l'exercice 2018</i> | | | | | | | | | | | | -3 000 | -3 000 |
| <i>Autres éléments du résultat global</i> | | | | | | | | | | | | | |
| Libération de capital de l'exercice 2019 | | | 12 235 | | | | | | | | | | 12 235 |
| Ajustements résultats non distribués | | | | | | | | | | | | 6 702 | 6 702 |
| Variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (IFRS 9) | | | | | | | | | | 3 352 | | 903 | 4 255 |
| Reclassement des plus values sur instruments de capitaux propres en réserves | | | | | | | | | | 0 | | | 0 |
| Réévaluation du passif net au titre des régimes à prestations définies | | | | | | | | -410 | | | | | -410 |
| Variation en OCI des instruments de couverture | | | | | | | | | | | 18 883 | | 18 883 |
| Sous-total autres éléments du Résultat global | | | | | | | | -410 | 0 | 3 352 | 18 883 | | 21 825 |
| Transferts | | | | | | | | | | | | | 0 |
| Contributions et distributions | | | | | | | | | | | | | |
| Total des transactions avec les actionnaires | | | | | | | | | | | | | |
| Solde au 31 décembre 2019 | 1 103 650 | -826 230 | -55 740 | -1 800 | 2 622 | 76 050 | 26 | 834 | 0 | 44 041 | -20 546 | 508 819 | 831 727 |

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

| Flux de trésorerie des activités opérationnelles | Notes | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|--------------|-------------------|-------------------|
| Résultat de la période | | 116 812 | 18 173 |
| <i>Ajustements liés à des éléments non-monétaires et autres éléments</i> | | | |
| Gains/pertes non réalisés | | -12 704 | -11 063 |
| Gains de change | | -58 | -50 |
| Perte de change | | 153 | 72 |
| Amortissements | | 1 389 | 1 234 |
| Dépréciations | | 0 | 0 |
| Coût du risque | | 19 489 | 9 778 |
| Gains/pertes sur instruments de capitaux propres évalués à la JV/R | | -421 | -433 |
| Autres éléments | | -2 952 | 1 152 |
| | | 4 895 | 690 |
| <i>Variations des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</i> | | | |
| Créances interbancaires | | 20 025 | 52 530 |
| Décaissement sur créances sur la clientèle | | -396 226 | -296 268 |
| Remboursement sur créances sur la clientèle | | 290 899 | 267 213 |
| Autres créances sur la clientèle | | -91 107 | -52 365 |
| Prêts au personnel | | -212 | -4 587 |
| Portefeuille titres | | -27 043 | 1 363 |
| Autres créances | | 0 | 0 |
| Autres actifs | | -210 | 7 978 |
| Dettes interbancaires | | -4 162 | 2 072 |
| Autres dettes | | 78 099 | 80 897 |
| Autres passifs | | -59 831 | 18 861 |
| | | -189 768 | 77 693 |
| <i>Flux de trésorerie des activités opérationnelles</i> | | -68 061 | 96 556 |
| Flux de trésorerie des activités d'investissement | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | | -772 | -1 413 |
| Ventes d'immobilisations corporelles | | 13 | 814 |
| Acquisitions d'immobilisations incorporelles | | -353 | -79 |
| Ventes d'immobilisations incorporelles | | 0 | 0 |
| Acquisitions de participations | | -8 971 | -8 471 |
| Ventes de participations | | 1 496 | 1 133 |
| <i>Flux de trésorerie des activités d'investissement</i> | | -8 587 | -8 017 |
| Flux de trésorerie des activités de financement | | | |
| Ressources provenant des actionnaires | | 16 731 | 16 416 |
| Rachat d'actions | | 0 | 0 |
| Émission de dettes | | 599 749 | 106 872 |
| Remboursement/Dettes représentées par un titre | | -148 937 | -135 732 |
| Remboursement/Autres emprunts | | -85 530 | -108 214 |
| <i>Flux de trésorerie des activités de financement</i> | | 382 013 | -120 657 |
| Augmentation / (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie | | 305 365 | -32 118 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture | 5 | 270 786 | 302 904 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture | 5 | 576 151 | 270 786 |
| INFORMATIONS SUPPLEMENTAIRES | | | |
| Flux de trésorerie opérationnels provenant des intérêts et dividendes : | | | |
| Intérêts payés | | 74 033 | 80 237 |
| Intérêts reçus | | 108 229 | 55 575 |
| Dividendes reçus | | 3 891 | 3 703 |

NOTE 1. ACTIVITE DE LA BOAD

La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) est l'institution commune de financement du développement des Etats de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) créée par un traité signé le 14 novembre 1973.

La BOAD est devenue opérationnelle en 1976.

Etablissement public à caractère international, la BOAD a son Siège social à Lomé (TOGO) au 68, avenue de la libération et des Missions Résidentes dans chacune des capitales des sept autres pays de l'UEMOA.

Son actionnariat comprend, outre les Etats membres de l'UEMOA (Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo) et la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), trois Etats européens (Allemagne, France et Belgique), ainsi que la Banque Africaine de Développement et la Banque Européenne d'Investissement, la Chine populaire, Exim Bank Inde et le Royaume du Maroc.

La BOAD a pour objet, aux termes de l'article 2 de ses Statuts, de " *promouvoir le développement équilibré des Etats membres et de contribuer à la réalisation de l'intégration économique de l'Afrique de l'Ouest*" en finançant des projets prioritaires de développement. Elle intervient dans les domaines suivants : développement rural, infrastructures de base, infrastructures modernes, télécommunications, énergies, industries, agro-industries, transport, tourisme et autres services.

Pour financer ses activités, la Banque, aux termes de l'article 37 de ses statuts, peut émettre des emprunts sur le marché intérieur de l'Union ou sur les marchés financiers extérieurs et contracter des prêts auprès des organismes internationaux ou étrangers publics ou privés, de toutes durées d'échéance et de toutes conditions de remboursement, tant en monnaie de l'Union qu'en devises étrangères ou en unités de compte qu'il paraîtra convenable au Conseil d'Administration de la Banque.

Conformément à l'article 44 de ses statuts, la Banque, ses revenus, ses actifs, ainsi que les transactions et opérations qu'elle réalise au titre de ses statuts, sont exonérés de tous les impôts directs ou indirects. Il n'est perçu sur les obligations émises par la Banque ou les intérêts qui en proviennent, quel que soit le détenteur de ces titres, aucun impôt par les Etats ou les collectivités de l'Union.

NOTE 2. RESUME DES PRINCIPES ET PRATIQUES COMPTABLES ESSENTIELS

En dehors des changements de méthodes comptables expliqués dans la note 4 des états financiers, les principes comptables fondamentaux appliqués par la Banque sont résumés ci-dessous.

2.1 Déclaration de conformité

Les états financiers individuels de la Banque Ouest Africaine de Développement (« la Banque ») au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et les chiffres comparatifs de l'exercice 2018 ont été établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) de l'IASB (International Accounting Standards Board).

2.2 Monnaie fonctionnelle et monnaie de présentation

La monnaie fonctionnelle de la Banque est le Franc de la Communauté Financière Africaine (FCFA/XOF). C'est également sa monnaie de présentation.

Tous les chiffres des états financiers de la BOAD sont présentés en millions de FCFA (M FCFA) sauf précision contraire.

2.3 Principes de base de présentation des informations financières

Les principes ayant servi de base à la présentation des informations financières sont les suivantes :

Continuité d'exploitation

Les états financiers individuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2019 ont été préparés selon le principe de la continuité d'exploitation dans la mesure où la Banque n'a ni l'intention, ni la nécessité de mettre fin à ses activités ou de réduire de façon significative la taille de ses activités.

Non compensation des actifs et passifs financiers

Les états financiers de la Banque sont présentés suivant le principe de la non compensation des actifs et des passifs financiers.

2.4 Principales bases d'évaluation

Les états financiers sont présentés sur la base du coût historique à l'exception des éléments évalués à la juste valeur.

Les présents états financiers de la Banque sont les premiers états financiers annuels tenant compte des normes IFRS 16 et IAS 40. Les changements de méthodes comptables ayant eu des effets significatifs sont décrits à la note 4.

2.5 Jugements comptables cruciaux et principales sources d'incertitude pour les estimations

L'établissement des états financiers, conformément aux normes IFRS, nécessite de la part de la Direction de la Banque, des estimations, des hypothèses et jugements qui affectent la valeur des actifs, passifs, produits et charges. Les estimations et jugements sont évalués continuellement et tiennent compte de l'expérience et d'autres facteurs comme les événements futurs jugés raisonnables dans les circonstances du moment. Les principaux jugements et estimations sont résumés ci-après :

2.5.1 Les principaux jugements

La politique comptable de la Banque exige que les actifs et les passifs soient comptabilisés à leur acquisition dans les différentes catégories comptables. Cette décision exige un jugement significatif portant sur le classement et l'évaluation des actifs financiers conformément à IFRS 9 (prêts et créances, titres de participations et portefeuille de placements).

2.5.2 Les principales estimations

La Banque utilise aussi des estimations pour ses états financiers individuels qui se présentent comme suit :

Evaluation de la juste valeur des participations : A chaque arrêté, la Banque passe en revue son portefeuille de participations afin d'évaluer sa juste valeur en fonction des informations financières disponibles ou des cours boursiers et procède à l'estimation des variations de juste valeur (*voir note 2.6*).

Evaluation de la juste valeur des dérivés : A chaque arrêté, la Banque recourt à un

spécialiste qui procède à l'évaluation des instruments de couverture mis en place pour se prémunir contre le risque de change sur les emprunts contractés en DTS et en USD (*voir note 2.21*).

Evaluation des obligations liées à des régimes à prestations définies : la valeur actuelle des obligations de prestations de retraite est sensible aux hypothèses financières et actuarielles utilisées, y compris le taux d'actualisation. À la fin de chaque exercice, la Banque détermine le taux d'actualisation approprié qui doit être utilisé pour déterminer la juste valeur des obligations de pension futures estimées (*voir note 2.17*).

2.6. Juste valeur des instruments financiers

2.6.1 Définition et hiérarchie de la juste valeur

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre participants de marché à la date d'évaluation.

Les évaluations de juste valeur sont classées selon une hiérarchie comptant trois niveaux, en fonction des données utilisées dans la technique d'évaluation.

Niveau 1 : juste valeur sur la base de cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou passifs identiques.

Niveau 2 : juste valeur évaluée à l'aide de données, autres que les prix cotés inclus dans le niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement (sous forme de prix) ou indirectement (déterminées à partir de prix).

Niveau 3 : juste valeur pour l'actif ou le passif évaluée à l'aide de données qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables (données non observables).

Dans la mesure du possible, lors de l'évaluation de la juste valeur d'un actif ou d'un passif financier, la Banque s'appuie sur des données de marché observables.

2.6.2 Méthodes de valorisation

La juste valeur des instruments financiers est déterminée prioritairement en fonction de prix cotés sur un marché actif. Ces prix peuvent être ajustés, le cas échéant, s'ils ne sont pas disponibles à la date de clôture ou si la valeur de compensation ne reflète pas les prix de transaction.

Cependant, du fait notamment de la multiplicité des caractéristiques des instruments financiers négociés de gré à gré sur les marchés financiers, un grand nombre de produits financiers traités par la BOAD ne fait pas l'objet d'une cotation directe sur les marchés. Pour ces produits, la juste valeur est déterminée par l'application de techniques de valorisation utilisant des données observables ou non observables.

2.7 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue.

Les dépôts bancaires de plus de trois (3) mois sont classés en trésorerie et équivalents de trésorerie du fait de la clause spécifiant qu'ils peuvent être dénoués à tout moment. Aucun dépôt bancaire à court terme n'excède une année.

Les équivalents de trésorerie sont les placements à court terme, très liquides qui sont facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur. Ils sont détenus dans le but de faire face aux

engagements (*opérationnels et fonctionnels*) de trésorerie à court terme.

2.8 Créances interbancaires

Les créances interbancaires regroupent les prêts interbancaires et les intérêts qui y sont rattachés. Au 31 décembre 2019, toutes ces créances sont à échéance à un an au plus.

2.9 Créances à la clientèle

Le portefeuille de prêts de la Banque comprend les prêts accordés dans les secteurs public (*non marchand et marchand*) et privé.

2.9.1 Principes généraux

Les prêts consentis par la BOAD sont libellés en Francs CFA et sont octroyés à taux fixes. Tous les prêts sont comptabilisés en fonction du taux du contrat qui correspond au taux de marché. Les emprunteurs ont la possibilité de procéder à des remboursements anticipés de ces montants sous réserves des conditions prévues dans les accords et conventions de prêts.

Les conditions de taux de la BOAD au titre du secteur de l'énergie non marchand sont équivalentes à celles appliquées par le Fonds de Développement Energie (FDE), lesquelles correspondent aux conditions du marché.

2.9.2 Intérêts et commissions sur créances à la clientèle

Les intérêts et commissions d'engagement sur prêts accordés à la clientèle sont enregistrés au taux d'intérêt effectif (*TIE*) au cours de l'exercice au titre duquel ils sont acquis. Les intérêts courus mais non encore échus à la date de clôture de l'exercice sont enregistrés en intérêts sur prêts à recevoir.

Les intérêts de retard sont décomptés sur les échéances impayées après un délai de grâce d'un mois.

Les commissions flat (*frais de dossier*) sont des commissions perçues une seule fois à l'évaluation du projet. Leur comptabilisation au compte de résultat se fait par étalement. Les commissions d'arrangement de financement quant à elles sont comptabilisées en résultat dès leur réalisation.

2.9.3 Prêts aux Etats

Les prêts aux Etats sont enregistrés initialement à leur juste valeur au bilan puis mesurés au coût amorti. Ces prêts bénéficient d'une bonification qui est cohérente avec la pratique de marché.

La Banque détient dans son portefeuille des prêts consentis aux Etats et intégrant une clause d'indexation. Etant donné qu'elle a mis en œuvre une couverture de change sur ses dettes en devises hors euros, l'activation de l'indexation des prêts aux états n'est pas nécessaire sur la base de la structure de financement actuel. Par ailleurs, la politique de gestion du risque de change décidée par la Banque prévoit une couverture systématique des financements en devises. De ce fait, la mise en place de cette clause d'indexation est davantage une mesure de sauvegarde qu'une politique de gestion de risque. L'activation de l'indexation n'est pas envisagée.

En conséquence, l'existence de l'indexation ne remet pas en cause la comptabilisation de ces prêts au coût amorti.

2.9.4 Dépréciation des créances à la clientèle

Le portefeuille est segmenté en trois buckets en utilisant la notion de dégradation

significative depuis l'origine (*comptabilisation initiale*) :

- **le bucket 1** correspond aux actifs financiers considérés comme totalement sains ou ayant subi une dégradation d'un cran de leur risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ;
- **le bucket 2** comprend les actifs financiers ayant subi une dégradation de deux crans de leur risque de crédit depuis la comptabilisation initiale ou dont la notation est inférieure au seuil de sensibilité retenu par la BOAD (note GS5). Les prêts restructurés représentent une particularité au sein du bucket 2. Ils y sont classés avec une note de GS6 et font l'objet d'une observation sur la période de 18 mois qui suit leur restructuration ;
- **le bucket 3** englobe tous les actifs financiers ayant enregistré un impayé de plus de 90 jours ou dont le risque de crédit a subi une détérioration avérée. Aucun changement n'est noté dans le modèle de dépréciation, ce dernier étant le même sous IFRS 9 et sous IAS 39.

a) Modèle de provisionnement pour pertes attendues au niveau des buckets 1 et 2

Les pertes attendues représentent une estimation établie par pondération probabiliste des pertes de crédit. Cette pondération doit intégrer les événements passés, les conditions actuelles ainsi que la prévision des conditions économiques futures.

Elles sont déterminées de façon collective par actualisation aux taux d'intérêt effectif suivant la formule $ECL = PD \times LGD \times EAD$ où PD (*Probability of Default*) représente la probabilité de défaut, LGD (*Loss Given Default*) correspond à la perte en cas de défaut et EAD (*Exposure at Default*) est l'exposition de la Banque en cas de défaut.

La détermination de la PD et de la LGD tient compte de la calibration des modèles de rating de la Banque avec un « masterscale » mappé sur GEM's¹. Ce mappage a permis d'élaborer une matrice de sinistralité des prêts par catégorie d'emprunteurs (*Souverain, Entreprises publiques et privées*).

Pour le calcul de l'EAD, tous les encours ainsi que les engagements de financement sont pris en compte. Un coefficient de facteur de conversion en équivalent de crédit du solde à décaisser est appliqué aux parts non encore décaissées des engagements de financement.

Les manques à gagner en flux de trésorerie sont actualisées sur une période d'une année pour le bucket 1 alors que l'actualisation est effectuée sur la maturité résiduelle pour le bucket 2. Elles sont comptabilisées en coût du risque dans l'état du résultat net.

Par ailleurs, il faut souligner que les produits d'intérêts sont calculés sur la base de la valeur brute des créances.

b) Modèle de provisionnement pour pertes attendues au niveau du bucket 3

Le calcul des pertes attendues s'effectue instrument par instrument. Elles correspondent à la différence entre les sommes actualisées des flux de trésorerie futurs (*attendus de*

¹ Global Emerging Markets (GEMs) : base de données de notations de contreparties à laquelle ont souscrit la plupart des banques multilatérales de développement dont la BOAD.

l'emprunteur, des garanties financières, etc.) et la valeur comptable à la date d'arrêté. Les flux de trésorerie font l'objet d'une actualisation au taux d'intérêt effectif du prêt. Cette différence est comptabilisée en coût du risque dans l'état du résultat net.

Les produits d'intérêts sont calculés sur la base de la valeur nette comptable. La différence entre les produits d'intérêts calculés sur la base de la valeur brute et ceux calculés sur la base de la valeur nette comptable est portée en coût du risque dans l'état du résultat net.

2.9.5 Prêts restructurés, renégociés ou réaménagés

Lorsque les contrats des prêts sont modifiés, la Banque analyse les raisons (*renégociation, réaménagement ou restructuration*) des modifications et apprécie au cas par cas le caractère substantiel des modifications intervenues.

a) Modifications ne présentant pas un caractère substantiel

En cas de modification ayant pour origine des difficultés financières, le prêt est considéré comme un encours déprécié (bucket 3) et fait l'objet d'une décote d'un montant égal à l'écart entre l'actualisation des flux contractuels initialement attendus et l'actualisation des flux futurs attendus de capital et d'intérêt suite à la restructuration. Le taux d'actualisation retenu est le taux d'intérêt effectif initial. Cette décote est inscrite au résultat net dans le poste « coût du risque » et au bilan en diminution de l'encours correspondant. Elle est rapportée au résultat sur la durée du prêt. Ce prêt est réinscrit en encours sain lorsqu'il n'y a plus d'incertitude sur la capacité de l'emprunteur à honorer ses engagements.

En cas de modifications non justifiées par des difficultés financières, le prêt est inscrit en bucket 2. La valeur comptable brute du prêt est recalculée de manière à ce qu'elle soit égale à la valeur actualisée des flux de trésorerie contractuels renégociés ou modifiés au taux d'intérêt effectif initial. La différence constatée (*profit-surcote ou perte-décote*) est inscrite au résultat net dans le poste « coût du risque » puis rapportée au résultat sur la durée du prêt.

b) Modifications présentant un caractère substantiel

Lorsque la modification est substantielle, les droits contractuels sur les flux de trésorerie du prêt d'origine sont réputés avoir expiré. Dans ce cas, un nouveau prêt est comptabilisé à la juste valeur, tandis que le prêt d'origine est décomptabilisé. La différence entre la valeur comptable du prêt décomptabilisé et la juste valeur du nouveau prêt est inscrite au résultat net dans le poste « coût du risque ». La dépréciation éventuelle précédemment constituée sur le prêt est ajustée ou entièrement reprise.

2.9.6 Prêts au personnel

Les prêts au personnel sont accordés aux conditions de marché des prêts au personnel. Ils sont en conséquence comptabilisés à leur valeur nominale.

2.9.7 Préfinancement d'études

Un préfinancement d'études représente une avance accordée par la Banque pour le financement du coût d'une étude de faisabilité d'un projet.

Les préfinancements d'études consentis par la BOAD sont à la charge de l'emprunteur dans le cas où les études concluent à la viabilité des projets. Si l'étude aboutit à un projet

financé par la Banque, son coût augmenté des intérêts est alors incorporé au montant du prêt et, de ce fait, constitue le premier décaissement.

Au cas où l'étude déboucherait sur un projet viable dont le financement ne serait pas demandé à la Banque, l'avance majorée des intérêts lui est remboursée sur une période définie et un taux donné. Dans le cas contraire (*projet non viable*), il constitue une subvention accordée par la Banque et comptabilisée en consommation finale donc en charge sur l'exercice.

2.9.8 Subventions et mécanisme de bonification

Les bonifications sur prêts sont versées par les Etats et les bailleurs pour diminuer le coût du prêt pour les emprunteurs. Ces subventions permettent ainsi de consentir des prêts concessionnels sur la base de ressources de marché (*en abaissant le coût moyen de la ressource affectée à chacun des prêts concernés*).

2.9.9 Garanties financières et engagements de financement

Les engagements de financement donnés enregistrent les montants restant à verser au titre des conventions de prêts signées avec la clientèle. Ces engagements de financement sont enregistrés dans le hors-bilan pour leur montant non encore utilisé.

Certains de ces prêts sont couverts par des garanties financières reçues. Ces garanties financières permettent à la Banque de se faire rembourser par les sociétés garantes en cas de défaut de ses clients. La juste valeur de ces garanties correspond à leur valeur nominale.

La Banque accorde également des garanties financières (*essentiellement des engagements par signature dans le cadre des contrats de garantie ou de contre-garantie de facilités à court, moyen ou long terme*) qui l'obligent à rembourser les souscripteurs du bénéficiaire de la garantie en cas de défaut de ce dernier.

Les engagements de financement reçus correspondent aux tirages non encore effectués sur les emprunts dont la Banque bénéficie.

2.10 Créances sur actionnaires

La rubrique "créances sur les actionnaires" comprend les dotations et sommes échues non encore versées.

2.11 Titres de placement

Avec le passage à IFRS 9, tous les titres de placement détenus par la Banque sont classés dans les actifs financiers au coût amorti. Il s'agit de titres obligataires ayant des paiements fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif.

Le modèle de dépréciation est le même que celui appliqué aux créances à la clientèle.

2.12 Titres de participation

Les titres de participation représentent des instruments de capitaux propres. Ils se rapportent aux intérêts détenus par la Banque dans d'autres entités de différents secteurs d'activité conformément à sa stratégie de prise de participations (voir note 7.1). Ces instruments sont comptabilisés à la juste valeur en deux catégories distinctes (juste valeur par résultat et juste valeur par autres éléments du résultat global non recyclable). Les nouvelles participations sont analysées individuellement en vue de leur classement dans

l'une des catégories présentées ci-dessous.

a) Juste valeur par résultat

Il s'agit du classement par défaut prévu par la norme pour les instruments de capitaux propres détenus à des fins de transactions. Ce classement a été retenu par la Banque pour les participations détenues et représentant un organisme de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM). Les SICAV (Sociétés d'Investissement à Capital Variable) et les FCP (Fonds Communs de Placement) de la Banque entrent dans cette catégorie. Les dividendes ainsi que les plus ou moins-values sur ces instruments sont comptabilisés en résultat net. Ils ne font pas l'objet de dépréciation.

b) Juste valeur par autres éléments du résultat global (OCI) non recyclable

Il s'agit d'un option irrévocable retenue par la Banque pour les participations considérées comme stratégiques en lien avec sa mission de développement. Les dividendes sont portés en résultat net alors que les plus ou moins-values sont enregistrées dans les autres éléments du résultat global sans aucune possibilité d'être recyclées dans le résultat net de façon ultérieure.

2.13 Immobilisations et amortissements

2.13.1 Comptabilisation et évaluation

Les immobilisations sont comptabilisées à leur coût d'acquisition. Lorsque des composants significatifs des immobilisations ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés en tant qu'immobilisations distinctes (composants majeurs).

Le coût d'acquisition des immobilisations est ajusté du montant des dépenses ultérieures uniquement s'il est probable qu'il y aura des avantages économiques associés qui iront à la Banque. Le profit ou la perte sur cessions d'immobilisations est comptabilisé en résultat net.

2.13.2 Amortissements et test de dépréciation

Les immobilisations font l'objet d'un amortissement suivant la méthode linéaire sur leur durée d'utilité estimée. Les valeurs résiduelles prévisionnelles sont considérées comme nulles. Les durées d'utilité suivantes ont été retenues :

| 1. Constructions | amortissement par composants sur les durées suivantes |
|---|---|
| a. Terrain | Non amortissable |
| b. Gros œuvre | 40 ans |
| c. Clos et couvert | 20 ans |
| d. Lots techniques, Agencements et aménagements | 15 ans |
| e. Aménagements divers | 10 ans |
| 2. Matériel et mobilier de bureau | 3 à 10 ans |
| 3. Matériel et mobilier d'habitation | 3 à 10 ans |
| 4. Matériel de transport | 3 ans |
| 5. Agencements et aménagements | 3 à 10 ans |

Les actifs susceptibles d'amortissement sont revus chaque année pour déterminer s'ils ont subi une perte de valeur. La valeur comptable d'un actif est immédiatement ramenée à la valeur recouvrable dès que la valeur comptable est supérieure au montant jugé recouvrable. La valeur recouvrable est le montant le plus élevé entre la juste valeur de

l'actif (déduction faite des coûts de vente) et sa valeur d'utilité. Les valeurs résiduelles et les durées d'utilité sont revues périodiquement et ajustées en cas de nécessité.

Les charges mensuelles d'amortissement sont comptabilisées au compte de résultat dans la rubrique « Amortissements » du poste « Charges générales d'exploitation ».

2.13.3 Immobilisations incorporelles

Seuls les logiciels sont considérés comme des immobilisations incorporelles. Ils sont amortis sur une durée de 3 à 5 ans.

2.13.4 Immeubles de placement

a) Comptabilisation et évaluation

Les immeubles de placement sont évalués initialement au coût puis maintenus ultérieurement au coût amorti. Les dépenses ultérieures sont comptabilisées dans la valeur comptable de l'immeuble de placement lorsqu'elles accroissent la capacité de l'immeuble de placement ou qu'elles sont destinées à remplacer des parties importantes de l'immeuble de placement.

La Banque ayant retenu le modèle du coût, tous les immeubles de placement sont évalués à leur coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur évalués à la date de clôture.

b) Reclassement en immeubles de placement

Les transferts d'immeubles de placement à immobilisations corporelles ou inversement sont faits seulement en cas de changement de l'utilisation du bien immobilier. Lorsqu'une immobilisation corporelle devient un immeuble de placement du fait du changement d'utilisation par la Banque, il n'y a pas d'incidence sur la valeur comptable du bien immobilier transféré.

c) Décomptabilisation des immeubles de placement

Les immeubles de placement sont décomptabilisés lors de leur sortie ou lorsque leur utilisation est arrêtée de manière permanente et qu'aucun avantage économique futur n'est attendu de leur sortie.

d) Revenus locatifs des immeubles de placement

Les revenus locatifs provenant des immeubles de placement sont comptabilisés en produits sur une base linéaire sur toute la durée de la location. Les avantages consentis par la Banque au titre d'un contrat de location font partie intégrante du total net des revenus locatifs sur toute la durée du contrat de location.

2.14 Contrats de location

A chaque signature d'un accord, la Banque apprécie si ce dernier contient ou non un contrat de location.

Tous les contrats de location sont classés en contrats de location simple. Les paiements correspondants sont comptabilisés dans le résultat net sur une base linéaire sur la durée du contrat de location.

2.15 Dettes interbancaires

Les dettes interbancaires correspondent à des placements effectués par des institutions partenaires (ROPPA, AFD, NIMAO, ...) dans les livres de la BOAD.

2.16 Dettes représentées par un titre et dettes auprès des bailleurs

Les dettes représentées par un titre correspondent à l'encours des bons et obligations émis par la BOAD.

Les autres dettes récapitulent les emprunts de la BOAD auprès de ses partenaires institutionnels tels que l'AFD, la BEI, le PROPARCO, la BAD, l'IDA, etc. Tous ces emprunts sont à taux fixes.

2.17 Fonds extérieurs affectés

Il s'agit des fonds avec contributions extérieures tels que AFD, IDA, Fonds d'Assistance Belge, Fonds chinois, etc.

Les dépenses engagées sont comptabilisées directement au débit du Fonds créé. Aucune charge ni aucun produit n'est comptabilisé dans l'état de résultat global de la Banque au titre de ces fonds.

2.18 Engagements de retraite

2.18.1 Régime retenu par la Banque : Régime à prestations définies

Le régime utilisé par la Banque est celui dit de « prestations définies » dans lequel l'employeur s'engage à verser des prestations définies sous forme de pensions ou d'indemnités de départ à la retraite, en fonction de l'ancienneté de l'employé et de son salaire. Lesdites prestations sont payées directement par la Banque au bénéficiaire.

Le régime est entièrement financé par la Banque. Les employés n'ont aucune obligation de verser des cotisations au régime.

2.18.2 Détermination du passif net au titre des régimes à prestations définies

L'obligation nette de la Banque au titre du régime à prestations définies est évaluée en estimant le montant des avantages futurs acquis par le personnel au cours de la période actuelle et des périodes antérieures. Ce montant est ensuite actualisé et la juste valeur des actifs de couverture du régime est déduite.

La Banque ne dispose pas d'actifs de couverture pour son régime de retraite.

Les calculs de l'obligation au titre des prestations définies sont effectués tous les ans par un actuaire qualifié en utilisant la méthode des unités de crédit projetées.

Les réévaluations du passif net au titre des prestations définies qui comprennent les écarts actuariels sont comptabilisées immédiatement en autres éléments du résultat global.

2.18.3 Hypothèses actuarielles

Les hypothèses actuarielles retenues à la date de clôture sont les suivantes

| Hypothèses actuarielles | 2019 | 2018 |
|----------------------------------|-------------|-------------|
| Taux d'actualisation | 6,18% | 6,18% |
| Taux d'augmentation des salaires | 6% | 6% |
| Taux de rotation du personnel | 1% | 1% |
| Age de la retraite | 60 ans | 60 ans |
| Table de mortalité | Table CIMA | Table CIMA |

Les risques actuariels relatifs au régime d'indemnité de départ à la retraite sont surtout liés à l'effet de variation du taux d'actualisation et des augmentations des salaires. Le taux d'actualisation appliqué n'a pas changé en 2019 et correspond au rendement moyen

des obligations acquises par la Banque en 2018.

2.19 Opérations sur capital social et dotations

2.19.1 Le capital

Le capital de la Banque est divisé en actions d'une valeur nominale égale à 50 000 000 FCFA. Il est réparti entre deux catégories d'actionnaires : les actionnaires de série A que sont les pays de l'UEMOA et la BCEAO, et les actionnaires de série B (actionnaires non régionaux). La libération du capital se fait sur la base d'un calendrier de règlement à long terme. De ce fait, le montant appelé non encore libéré est actualisé à chaque arrêté.

Dans un souci de bonne présentation, la différence est comptabilisée dans un sous-compte débiteur du capital (coût lié à la libération différée du capital).

Selon l'article 7 des statuts, le montant du capital sujet à appel de la Banque sert de garantie aux emprunts contractés par celle-ci.

2.19.2 Les dotations

Les Etats membres allouent annuellement à la BOAD des dotations. Le droit à la créance de la BOAD sur les Etats est établi avec l'adoption des Perspectives financières actualisées de la Banque pour une période de quatre (04) ans. La demande se fait annuellement et en conséquence, les dotations sont reconnues annuellement en compte de résultat. Les dotations sont donc comptabilisées en créances au cours de l'exercice avec impact sur les produits de l'année au sens de la norme IAS 20.

Elles permettent ainsi de couvrir les charges liées aux activités de développement à savoir les études passées en consommation finale, les bonifications d'intérêts des prêts aux Etats, etc.

2.20 Produits des placements auprès de la Banque Centrale

Les intérêts payés par la BCEAO, en rémunération des avoirs de la BOAD placés chez elle, sont comptabilisés en "Intérêts et produits assimilés" au cours de l'exercice où ils sont acquis.

Les intérêts à recevoir de la BCEAO à la date de clôture de l'exercice sont enregistrés à l'actif dans les "créances interbancaires".

2.21 Intérêts et commissions sur emprunts

Les intérêts et commissions d'engagement sur emprunts font l'objet d'un abonnement mensuel calculé sur la base de l'encours au dernier cours connu à la date d'arrêté des comptes. A chaque arrêté, les encours, les intérêts et commissions d'engagement courus non échus qui se rapportent aux emprunts libellés en devises sont valorisés au dernier cours connu.

Les intérêts courus mais non échus sur les emprunts sont comptabilisés à la clôture de l'exercice et trouvent leur contrepartie au passif du bilan, sous la rubrique "Passifs au coût amorti".

2.22 Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

2.22.1 Produits dérivés

La Banque utilise des instruments dérivés à des fins de couverture du risque de change.

Ces instruments sont principalement un cross currency swap de devises spécifiquement sur l'émission eurobond 1 et des contrats de change à terme spécifiquement sur les émissions eurobond 2 et 3 ainsi que les autres emprunts. Ces produits dérivés servent à couvrir les variations des cours de change liées au portefeuille d'emprunts en monnaie étrangère (principalement DTS et USD). Cette relation économique est établie à la date d'émission de l'emprunt et maintenue tout au long des termes des contrats.

La Banque évalue tous ses produits dérivés à la juste valeur et les documente, soit dans une relation de couverture de juste valeur, soit dans une relation de couverture de flux de trésorerie.

2.22.2 Couverture de juste valeur

La Banque applique la comptabilité de couverture de juste valeur aux produits dérivés pour couvrir l'exposition au risque de change associé aux emprunts en devises. Selon la comptabilité de couverture de juste valeur, la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et la variation de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert sont comptabilisées en résultat net.

Dès la mise en place, la Banque documente la relation entre l'instrument de couverture et l'élément couvert, ainsi que ses objectifs de gestion des risques et sa stratégie pour entreprendre les opérations de couverture. La comptabilité de couverture cesse d'être appliquée lorsque l'objectif de la gestion des risques de la Banque pour la relation de couverture a changé, lorsque l'instrument de couverture arrive à échéance ou est vendu, résilié ou exercé, ou quand il ne répond plus aux conditions requises pour la comptabilité de couverture.

2.22.3 Couverture de flux de trésorerie

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture de flux de trésorerie, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les autres éléments du résultat global et accumulée dans la réserve de couverture de flux de trésorerie. Toute partie inefficace dans les variations de juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement en résultat net.

Le montant accumulé dans les capitaux propres est conservé dans les autres éléments du résultat global et reclassé au compte de résultat de la période ou des mêmes périodes que celles au cours desquelles les flux de trésorerie anticipés couverts ou l'élément couvert affectent le résultat net.

Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise et que la couverture ne satisfait plus aux critères d'une comptabilité de couverture, que l'instrument de couverture arrive à maturité, est vendu, résilié, exercé ou que sa désignation est annulée, la Banque cesse de pratiquer la comptabilité de couverture à titre prospectif. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde figurant en capitaux propres est reclassé en résultat net.

2.23 Actifs non courants détenus en vue de la vente

Les actifs non courants sont classés comme détenus en vue de la vente s'il est hautement probable qu'ils soient recouverts principalement par le biais d'une vente plutôt que par l'utilisation continue.

De tels actifs sont généralement comptabilisés au montant le plus faible entre la valeur comptable et la juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les pertes de valeur résultant du classement d'un actif comme détenu en vue de la vente ainsi que les profits et pertes au titre des évaluations ultérieures sont comptabilisées en résultat.

2.24 Principes du tableau des flux de trésorerie

Le tableau de flux de trésorerie (TFT) explique la variation de la trésorerie de la Banque au cours de la période sous revue.

Les flux de trésorerie sont répartis entre les activités opérationnelles, d'investissement et de financement. La trésorerie et les équivalents de trésorerie qui apparaissent dans le tableau des flux de trésorerie doivent être rapprochés de ceux présentés dans la situation financière. Les flux des activités opérationnelles sont présentés selon la méthode indirecte suivant laquelle le résultat est ajusté des effets des transactions sans effet de trésorerie, des décalages ou régularisations d'entrées ou de sorties de trésorerie opérationnelle passées ou futures liés à l'exploitation et des éléments de produits ou de charges liés aux flux de trésorerie concernant les investissements ou le financement.

Les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement et de financement sont présentés séparément suivant les principales catégories d'entrées et de sorties de trésorerie brutes provenant des activités d'investissement et de financement.

Les flux de trésorerie provenant de transactions en monnaie étrangère sont enregistrés dans la monnaie fonctionnelle de la Banque par application au montant en monnaie étrangère du cours de change entre la monnaie fonctionnelle et la monnaie étrangère à la date des flux de trésorerie.

2.25 Evénements postérieurs à la clôture des comptes

La Banque procède à l'ajustement de ses états financiers pour refléter des événements survenus entre la date de clôture et la date à laquelle lesdits états financiers sont autorisés pour publication à condition que ces événements se rapportent à des situations existantes à la date du Bilan.

Au cas où ces événements se rapportent à des situations apparues après la date de clôture des comptes mais qui nécessitent une information à fournir, l'état de la situation financière, l'état du résultat global, le tableau de flux de trésorerie et le tableau de variation des capitaux propres ne sont pas ajustés. La nature et l'impact potentiel de ces événements sont fournis dans la note 26 ci-dessous.

2.26 Arrêté des comptes

Les comptes individuels de la BOAD au 31 décembre 2019 sont arrêtés par le Conseil d'Administration au cours de sa réunion du 25 mars 2020.

NOTE 3. EFFETS DES NORMES INTERNATIONALES D'INFORMATION FINANCIERE NOUVELLES OU REVISEES

Les normes et interprétations décrites dans les états financiers de la Banque au 31 décembre 2018 ont été complétées par les dispositions des nouvelles normes et interprétations entrées en vigueur pour compter de l'exercice 2019. Il s'agit des normes

et amendements ci-après :

3.1 Nouveaux textes publiés par l'IASB et entrés en vigueur

| Date d'entrée en vigueur | Nouvelles normes ou amendements | Impact sur les états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2019 |
|------------------------------|---|---|
| 1 ^{er} janvier 2019 | IFRS 16 « Contrats de location » | <p>L'objectif de la norme IFRS 16 « Contrats de location » est d'établir des principes concernant la comptabilisation, l'évaluation et la présentation des contrats de location, ainsi que les informations à fournir à leur sujet pour les preneurs et les bailleurs.</p> <p>L'impact de cette norme fait l'objet de la note 4 des présents états financiers.</p> |
| | IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux » | <p>IFRIC 23 clarifie l'application des dispositions d'IAS 12 « Impôts sur le résultat » concernant la comptabilisation et l'évaluation, lorsqu'une incertitude existe sur le traitement de l'impôt sur le résultat.</p> <p>En raison de son caractère d'établissement public international, la BOAD est exonérée de l'impôt sur ses résultats.</p> <p>Aucun impact résultant de cette nouvelle norme d'interprétation n'est donc anticipé.</p> |
| | Amendements à la norme IFRS 9 intitulés « Clauses de remboursement anticipé prévoyant une compensation négative » | <p>L'exercice d'une clause de remboursement anticipé peut entraîner un remboursement inférieur à la somme du principal et des intérêts sur le principal restant dû. Dans ce cas, l'amendement autorise la comptabilisation de l'instrument financier au coût amorti bien que le critère SPPI (Seulement Paiement du Principal et des Intérêts) ne soit plus respecté à condition que cette compensation soit raisonnable et que l'instrument soit détenu aux fins d'obtenir le paiement des intérêts et du principal.</p> <p>Les prêts de la Banque intègrent bien des clauses de remboursement anticipé mais depuis le démarrage des activités de la Banque, l'exercice de cette clause n'a entraîné que le paiement, par les contreparties de montants totaux (principal restant dû, intérêts et pénalités) légèrement supérieurs à ceux prévus par les tableaux d'amortissement. Sur cette base, il faut conclure que les clauses figurant dans les conventions de prêts signées par la BOAD avec ses contreparties ne prévoient pas de compensation négative.</p> <p>Il n'est donc pas nécessaire pour la BOAD d'appliquer cet amendement.</p> |
| | Amendements à la norme IAS 28 intitulés « Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises » | <p>La mise en œuvre de ces amendements devrait se traduire par la possibilité pour la Banque, d'appliquer IFRS 9 pour tous ses intérêts à long terme (participations) y compris ceux dans des entreprises associées ou des coentreprises dans le cadre de ces comptes consolidés. S'agissant des comptes individuels, la Banque applique depuis le 1^{er} janvier 2018, IFRS 9 pour la comptabilisation de tous ses intérêts à long terme dans des entreprises. L'application de l'amendement n'est donc plus nécessaire à la BOAD.</p> |
| | Amendements limités à IAS 19 intitulés « Modification, réduction ou liquidation d'un régime » | <p>L'application de cet amendement se traduit par de nouvelles obligations pour la Banque à chaque réévaluation du passif net au titre des prestations accordées en raison d'une modification, réduction ou liquidation du régime. Ces obligations portent sur la détermination du coût des services rendus, le calcul des intérêts nets, du calcul du produit d'intérêts et du calcul des intérêts sur l'effet du plafond de l'actif pour la portion restante</p> |

| Date d'entrée en vigueur | Nouvelles normes ou amendements | Impact sur les états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2019 |
|--------------------------|--|--|
| | | <p>de l'exercice après la modification, réduction ou liquidation du régime.</p> <p>Pour le moment, la Banque n'envisage aucune modification, aucune réduction ni liquidation du régime actuel. Cet amendement n'aura donc pas d'impact sur la comptabilisation des avantages postérieurs à l'emploi sous le régime des prestations définies.</p> |
| | « Améliorations annuelles des IFRS – Cycle (2015-2017) » (modifications d'IFRS 3, IFRS 11, IAS 12 et IAS 23) | <p>IAS 12 : La Banque ne paie pas de dividendes à ses actionnaires. En raison de son caractère d'établissement public international, elle est exonérée de l'impôt sur ses résultats. Par conséquent, cette amélioration consistant à présenter les conséquences fiscales des paiements de dividendes n'a pas d'incidence sur les comptes de la Banque.</p> <p>IAS 23 : Cet amendement précise comment déterminer le montant des coûts d'emprunt incorporables au coût de l'actif, lorsqu'une entité emprunte des fonds de façon générale et les utilise en vue de l'obtention d'un actif qualifié (versus fonds spécifiquement empruntés en vue de l'obtention d'un actif qualifié). L'amendement considère qu'en moyenne, une partie des fonds empruntés est affectée aux dépenses relatives aux actifs concernés. Aucun impact n'est attendu sur les comptes de la BOAD.</p> <p>IFRS 11 : Selon cet amendement, une entité ne réévalue pas les intérêts détenus antérieurement dans une entreprise commune lorsqu'elle obtient le contrôle conjoint de l'entreprise commune dont l'activité constitue une entreprise. Cet amendement n'est pas applicable aux comptes individuels de la BOAD et donc sans impact.</p> <p>IFRS 3 : L'amendement précise qu'une entité doit réévaluer les intérêts détenus antérieurement dans une entreprise commune lorsqu'elle obtient le contrôle de l'entreprise commune dont l'activité constitue une entreprise. S'agissant de comptes individuels, cet amendement n'est pas applicable et n'a pas donc pas d'impact.</p> |

3.2 Textes à venir

| Date d'entrée en vigueur | Nouvelles normes ou amendements | Impacts attendus sur les états financiers de la Banque |
|------------------------------|---|---|
| 1 ^{er} janvier 2021 | Refonte des taux interbancaires et incidences sur l'information financière – Phase 1 Modification des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS Définition du terme « significatif » (modifications de l'IAS 1 et de l'IAS 8) | Les impacts de ces amendements applicables à compter du 1 ^{er} janvier 2021 sur les comptes de la Banque sont en cours d'évaluation. |
| 1 ^{er} janvier 2022 | IFRS 17 « Contrats d'assurance » | L'activité de la Banque est essentiellement bancaire et n'entre pas dans le champ d'application d'IFRS 17 qui vient remplacer la norme IFRS 4. Il n'y aura donc pas d'impact sur les comptes de la BOAD. |

NOTE 4. CHANGEMENTS DE METHODES COMPTABLES SIGNIFICATIFS

4.1 PREMIERE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16, CONTRATS DE LOCATION

La Banque a appliqué, pour la première fois, la norme IFRS 16 « Contrats de location » à compter du 1er janvier 2019. D'autres normes et interprétations sont entrées en vigueur au 1er janvier 2019, mais n'ont aucun effet sur les états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2019.

La norme IFRS 16 vient remplacer l'ancienne norme « IAS 17 » selon laquelle les actifs en contrats de « location financement » et ceux en contrats de « location simple » étaient comptabilisés de façon distincte, les premiers étant enregistrés au bilan comme des quasi-acquisitions, mais pas les seconds. Elle remplace également les interprétations correspondantes IFRIC 4, « Déterminer si un accord contient un contrat de location », SIC 15, « Avantages dans les contrats de location simple » et SIC 27, « Evaluation de la substance des transactions prenant la forme juridique d'un contrat de location ».

4.1.1 Principes généraux d'IFRS 16

a) Champ d'application et exemptions de la norme

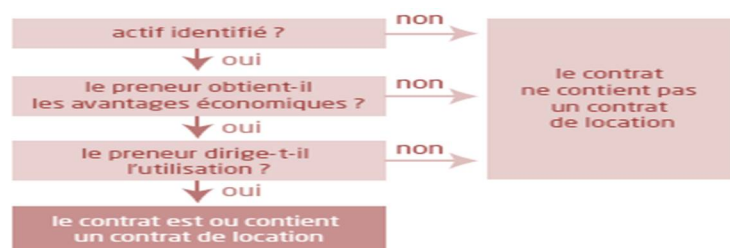
IFRS 16 s'applique à la comptabilisation des contrats de location autres que les contrats de location portant sur la prospection ou l'utilisation de ressources minérales non renouvelables (champ d'application d'IFRS 6), des contrats de location d'actifs biologiques dans le champ d'application d'IAS 41, des contrats de concession de services figurant dans le champ d'application d'IFRIC 12, des accords de licences de droit de propriété intellectuelle consenties par les propriétaires de ces droits, comptabilisés selon les dispositions d'IFRS 15 et des droits détenus par les preneurs du fait de contrats de licence, comptabilisés en tant qu'immobilisation incorporelle au sens d'IAS 38, portant sur des films, des enregistrements vidéo, des pièces de théâtre, des manuscrits, des brevets et des droits de reproduction.

Les contrats de location de durée inférieure ou égale à un an et les contrats portant sur des actifs de peu de valeur (valeur plafond de 5 000 USD en référence avec les modalités d'application prévues dans les normes américaines US GAAP) sont exemptés des obligations posées par IFRS 16.

b) Définition et identification d'un contrat de location

Un contrat de location est un contrat, ou une partie d'un contrat, qui confère le droit d'utiliser un actif pour une période donnée moyennant une contrepartie.

L'identification d'un contrat de location repose sur la réunion de deux éléments qui figurent sur le schéma ci-dessous, à savoir un actif identifié (étape 1) et le droit de contrôler son utilisation par le preneur (étape 2).



Etape 1 : L'existence d'un contrat de location implique que le bien loué soit identifié.

- a. L'identification peut être explicite dans le contrat ou implicite lors de la remise au client par exemple.
- b. Le bien doit être physiquement identifié et distinct lorsqu'il fait partie d'un ensemble.
- c. Le propriétaire ne doit pas disposer d'un véritable droit de substitution, c'est-à-dire qu'il ne peut pas le lui substituer un autre pendant la durée du contrat. Le seul fait que le bien soit remplacé temporairement pour les seuls besoins de réparation ou de maintenance ne suffit pas à justifier un droit de substitution substantiel. La réalité du droit de substitution s'apprécie sur la base de faits et circonstances existants à la date de début du contrat tout en excluant les événements futurs.

Le droit de substitution est substantiel seulement si les deux conditions suivantes sont réunies :

- la capacité pratique du bailleur de remplacer l'actif par un autre tout au long de la durée d'utilisation (par exemple, le locataire ne peut pas empêcher le bailleur de remplacer l'actif et le bailleur a aisément l'accès à un actif de remplacement ou il peut en fournir un dans un délai raisonnable) ;
- l'exercice du droit de substitution fournirait un avantage économique au bailleur (les avantages économiques de la substitution excéderaient les coûts associés à celle-ci).

Etape 2 : Le contrôle sur le droit d'utilisation de l'actif loué

- a. Le droit d'obtenir la quasi-totalité des avantages économiques procurés par l'actif : les avantages économiques peuvent être obtenus par le preneur de multiples manières, en utilisant lui-même l'actif, en le détenant ou le sous-louant. L'appréciation du droit à obtenir les avantages économiques s'effectue dans les limites des facultés d'utilisation imposées au client.
- b. Le preneur décide de l'utilisation « comment et dans quel but » pendant la période de location : en fonction du contrat, il doit avoir le droit de décider quel bien loué, sur quelle période, où l'utiliser, etc. Seuls les droits susceptibles d'influer sur les avantages économiques procurés par l'actif doivent être pris en considération. Même lorsque l'utilisation est prédéterminée, le contrat sera qualifié de location tant qu'il aura le droit d'exploiter l'actif pendant toute la période d'utilisation sans que le fournisseur ne puisse intervenir sur ce mode d'exploitation.

4.1.2 Première application de la norme IFRS 16 au 1^{er} janvier 2019

a) Transition à IFRS 16

Par dérogation aux principes généraux de la norme IAS 8 « Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs », la norme IFRS 16 autorise une première application de manière rétrospective modifiée, sans retraitement de la période comparative de l'exercice N-1. De ce fait, il n'est pas nécessaire de retraiter les comptes de l'exercice 2018. Cette première application de la norme IFRS 16 conduit à présenter le bilan d'ouverture au 1er janvier 2019 comme si la norme IFRS 16 avait toujours été appliquée.

La Banque a retenu d'appliquer la norme IFRS 16 par le biais de la méthode rétrospective modifiée. Cependant, les analyses d'impact effectuées ont conclu qu'il n'y a aucun ajustement à prendre en compte sur les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2019.

La Banque a également retenu d'appliquer la mesure de simplification qui permet de conserver la définition antérieure d'un contrat de location lors de la transition. En conséquence, elle appliquera la norme IFRS 16 à tous les contrats existants au 1er janvier 2019 et identifiés comme des contrats de location au sens d'IAS 17 et d'IFRIC 4. Il faut noter qu'après analyse, aucun des contrats de location en cours de vie n'était qualifiable de contrat de location au sens de IAS 17, ni de IFRS 16.

b) En qualité de preneur

L'analyse des différents contrats conclus en qualité de preneur à l'aune d'IFRS 16 a permis de conclure que la Banque ne détenait pas le contrôle des biens (maisons louées ou bureaux des Missions Résidentes), objet de la location. Les contrats signés en qualité de preneur ne remplissent pas la définition d'un contrat de location. Il n'y a pas de changement de traitement comptable à appliquer et donc pas d'ajustement à prendre en compte sur les capitaux propres d'ouverture au 1er janvier 2019.

c) En qualité de bailleur

Contrairement au preneur, le bailleur doit continuer, même avec IFRS 16, de classer ses contrats en location-financement et location simple. L'analyse des contrats signés a permis de conclure que les critères prévus par la norme pour leur qualification en contrat de location-financement ne sont pas remplis. Ainsi, tous les contrats conclus sont classés en contrat de location simple. Par conséquent, le traitement comptable reste donc inchangé au 1er janvier 2019.

4.2. PREMIERE APPLICATION DE LA NORME IAS 40, IMMEUBLES DE PLACEMENT

4.2.1 Principes généraux d'IAS 40

a) Champ d'application

Un immeuble de placement est un bien immobilier (terrain et/ou construction) détenu en propre ou en location pour en retirer des loyers, pour réaliser une plus-value en capital ou les deux.

Une partie d'un bien immobilier à double usage est classée en immeuble de placement, seulement si cette partie pourrait être vendue ou louée dans le cadre d'un contrat de location-financement. Autrement, le bien immobilier est classé en totalité en immobilisation corporelle, sauf si la partie du bien immobilier utilisée pour l'usage de l'entité n'est pas significative. Si le bailleur propose des services annexes, le bien immobilier est classé en immeuble de placement si ces services représentent une partie assez significative de l'accord global.

b) Comptabilisation et évaluation

Les immeubles de placement sont initialement comptabilisés au coût.

Après la comptabilisation initiale, tout immeuble de placement est évalué selon le modèle de la juste valeur ou selon le modèle du coût.

Lorsque le modèle de la juste valeur est retenu, les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Les dépenses ultérieures sont immobilisées uniquement s'il est probable qu'elles généreront des avantages économiques futurs.

c) Transferts

Les transferts d'immeubles de placement à immobilisations corporelles ou inversement sont faits seulement en cas de changement de l'utilisation du bien immobilier.

L'intention de vendre un immeuble de placement sans réaménagement ne justifie pas le reclassement d'un immeuble de placement en stock ; le bien immobilier continue à être classé en immeuble de placement jusqu'à ce qu'il soit cédé, sauf s'il est classé comme étant détenu en vue de la vente.

d) Informations à fournir

Les informations à fournir relatives à la juste valeur de l'ensemble des immeubles de placement sont requises, quel que soit le modèle d'évaluation choisi (voir infra 4.2.2 Première application de la norme IAS 40 au 1er janvier 2019).

4.2.2 Première application de la norme IAS 40 au 1^{er} septembre 2019

a) Transfert en immeubles de placement : transition à IAS 40

Au 1er septembre 2019, un immeuble a été transféré en immeuble de placement dans la mesure où le bâtiment n'est plus utilisé par la Banque et qu'il a été mis en location simple à un tiers.

Pour cette première application de la norme IAS 40, la Banque a retenu le modèle du coût. Ce choix se justifie par son incapacité à déterminer de façon fiable la juste valeur de l'immeuble de placement. Cette incapacité découle de la particularité de l'immeuble de placement (centre de loisirs au sein d'une Cité destinée au personnel de la BOAD), de l'absence de transactions comparables sur le marché et de l'absence d'estimations fiables de la juste valeur.

Ainsi, la transition à IAS 40 n'induit aucun impact devant être comptabilisé ni dans les capitaux propres d'ouverture, ni dans les écarts d'évaluation. Le seul changement à noter est relatif à la présentation d'un nouveau poste « Immeubles de placement » dans le bilan au 31 décembre 2019.

b) Réconciliation des valeurs comptables des immeubles de placement

| Immeubles de placement (en milliers de FCFA) | Notes | 2019 | 2018 |
|--|-------|------------|----------|
| Solde au 1er janvier | | 0 | 0 |
| Acquisitions | | 0 | 0 |
| Reclassement en provenance des immobilisations corporelles | 9 | 770 | 0 |
| Dotations et reprises d'amortissements | | -42 | |
| Variation de juste valeur | | 0 | 0 |
| Solde au 31 décembre | | 728 | 0 |

NOTE 5. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

L'analyse du poste trésorerie et équivalents de trésorerie (voir note 2.7 du résumé des principes et pratiques comptables essentiels) se présente comme ci-dessous :

| Trésorerie et équivalents de trésorerie | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-----|----------------|----------------|
| Caisse | | 107 | 149 |
| BOAD Siège compte courant BOAD | | 99 | 431 |
| Comptes de dépôts des Missions Résidentes et Siège à la BCEAO | 5.1 | 390 922 | 126 038 |
| Compte spécial Eximbank Japon | 5.2 | 15 | 15 |
| Compte spécial Royaume de Belgique | 5.3 | 4 213 | 4 212 |
| Compte de contribution FDE | 5.4 | 1 985 | 24 457 |
| Compte de règlements BOAD Lomé | | 31 861 | 5 581 |
| Comptes de fonctionnement des Missions Résidentes | | 718 | 406 |
| Comptes Banques et Correspondants | | 10 170 | 6 428 |
| Dépôts bancaires à court terme | 5.5 | 136 006 | 103 006 |
| Dépôts/appels de marge | 5.6 | 55 | 63 |
| TOTAL | | 576 151 | 270 786 |

5.1 Les comptes de dépôts des Missions Résidentes se détaillent comme suit :

| Missions résidentes et Siège | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|------------------------------|----------------|----------------|
| Dépôt BCEAO Abidjan | 13 396 | 5 535 |
| Dépôt BCEAO Bamako | 13 604 | 12 288 |
| Dépôt BCEAO Bissau | 1 829 | 654 |
| Dépôt BCEAO Cotonou | 8 102 | 1 825 |
| Dépôt BCEAO Dakar | 19 062 | 14 996 |
| Dépôt BCEAO Lomé | 308 683 | 79 376 |
| Dépôt BCEAO Niamey | 10 509 | 3 163 |
| Dépôt BCEAO Ouagadougou | 15 736 | 8 201 |
| Total | 390 922 | 126 038 |

5.2 Le compte spécial EXIMBANK Japon est un compte courant destiné à enregistrer les mouvements relatifs à la ligne de crédit EXIMBANK Japon.

5.3 Le compte spécial Royaume de Belgique enregistre la quote-part du capital sujet à appel souscrite par le Royaume de Belgique et payée par anticipation.

5.4 Ce compte enregistre les ressources du Fonds de Développement Energie (FDE) relatives au financement des projets du secteur de l'énergie dans l'UEMOA. La Banque est le gestionnaire de ce Fonds.

5.5 Les dépôts bancaires à court terme comprennent :

| Dépôts bancaires à court terme | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| BOA-CI, compte spécial pour liquidités | 996 | 996 |
| BOA-BN, compte spécial pour liquidités | 1 010 | 1 010 |
| DAT groupe BOA | 21 000 | 15 000 |
| DAT groupe ORA Bank | 10 000 | 10 000 |
| DAT groupe BSIC | 8 000 | 3 000 |
| DAT Banque Atlantique Togo | 5 000 | 5 000 |
| DAT Groupe Coris Bank International | 48 000 | 31 000 |
| DAT groupe NSIA BANK | 15 000 | 16 000 |
| DAT BMBF | 5 000 | 5 000 |
| DAT UTB | 10 000 | 10 000 |
| DAT UBA | 2 000 | 1 000 |
| DAT BAIC | | 5 000 |
| DAT BNDE | 10 000 | |
| Total | 136 006 | 103 006 |

NOTE 6. PRÊTS ET CREANCES AU COÛT AMORTI

Le poste prêts et créances au coût amorti (voir note 2.9 du résumé des principes et pratiques comptables essentiels) se décompose comme suit :

| Prêts et créances au coût amorti | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-----|-------------------|-------------------|
| Créances interbancaires | 6.1 | 50 119 | 70 144 |
| Créances sur la clientèle | 6.2 | 1 985 427 | 1 801 520 |
| Prêts au personnel | | 10 963 | 10 751 |
| Portefeuille titres | 6.3 | 288 496 | 261 476 |
| Créances sur actionnaires à libérer | 6.4 | 6 882 | 6 882 |
| TOTAL | | 2 341 887 | 2 150 773 |

6.1 Créances interbancaires

Les créances interbancaires regroupent les prêts interbancaires et les intérêts qui y sont rattachés. Elles se détaillent comme suit par contrepartie au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 :

| Contreparties | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-------------------|-------------------|
| BCEAO- intérêts sur comptes ordinaires | 136 | 46 |
| BRM | 12 500 | 15 000 |
| BSIC | 0 | 8 500 |
| SONIBANK | 0 | 3 000 |
| BHS | 0 | 5 000 |
| BDM | 10 000 | 10 000 |
| ORAGROUP | 20 000 | 20 000 |
| BGFI | 0 | 5 000 |
| BDU-BF | 5 000 | |
| INTERET COURUS | 2 483 | 3 598 |
| TOTAL | 50 119 | 70 144 |

6.2 Créances à la clientèle

Les créances sur la clientèle correspondent aux prêts octroyés aux Etats (secteur non marchand) et au secteur marchand.

6.2.1 Répartition par type, par secteur d'activité et par pays

L'analyse détaillée des créances sur la clientèle par type de prêts, par secteur d'activité et par pays figure à la note 21.1 Risque de crédit.

6.2.2 Echancier des créances à la clientèle

L'échéancier des créances à la clientèle se présente comme suit au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 :

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|------------------|------------------|
| Créances brutes à la clientèle | 2 055 777 | 1 872 824 |
| dont encours brut des prêts | 1 997 201 | 1 819 050 |
| Inférieur à six mois | 95 848 | 61 653 |
| De plus de six mois à un an | 107 133 | 86 409 |
| De plus d'un an à deux ans | 203 554 | 211 773 |
| De plus de deux ans à trois ans | 203 563 | 195 100 |
| De plus de trois ans à cinq ans | 391 502 | 335 842 |
| De plus de cinq ans | 992 880 | 926 987 |
| Impayés techniques (a) | 2 721 | 1 286 |
| dont avances pour financement d'études | 14 447 | 13 889 |
| dont créances rattachées | 44 128 | 39 886 |
| Total des dépréciations sur la clientèle | -58 785 | -53 126 |
| dont dépréciation des créances en souffrance (b) | -39 976 | -30 198 |
| dont provisions sur buckets 1 et 2 | -18 809 | -22 928 |
| Produits différés sur commission | -8 386 | -8 801 |
| Ajustement de valeur créances clientèle | -3 179 | -9 377 |
| Créances nettes à la clientèle | 1 985 427 | 1 801 520 |

- (a) Les impayés techniques sont des sommes non encore recouvrées sur des appels d'échéance du principal des créances saines datant de moins de 90 jours à la date d'arrêtés des comptes.
- (b) Le montant total de dépréciation des créances en souffrance comprend 38 077 MFCFA au titre des dépréciations sur le principal et 1 899 MFCFA au titre des intérêts et commissions sur les créances en souffrance.

6.2.3 Tableau de variation des créances en souffrance

L'encours brut des prêts comprend des créances en souffrance ayant évolué comme suit :

| | Solde au | Mouvements de la période | | | Solde cumulé au |
|---|----------------|--------------------------|--------------|----------------------------------|----------------------------|
| | 31/12/2018 (a) | Augmentations (b) | Reprises (c) | Solde 31/12/2019 (d) = (b) + (c) | 31/12/2019 (e) = (a) + (d) |
| 1. Encours brut en souffrance | 40 558 | 33 496 | -14 784 | 18 712 | 59 270 |
| 2. Dépréciation des prêts en souffrance | -30 198 | -31 730 | 23 851 | -7 879 | -38 077 |
| 3. Créances en souffrance nettes = (1) + (2) | 10 361 | 1 766 | 9 067 | 10 833 | 21 194 |

6.3 Portefeuille titres

6.3.1 Tableau de variation des titres de placement

Le tableau de variation des titres de placement au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

| | Solde au | Mouvements de la période | | Solde 31/12/2019 (d) = (b) + (c) | Solde cumulé au 31/12/2019 (e) = (a) + (d) |
|---|----------------|---------------------------------|------------------------------|----------------------------------|--|
| | 31/12/2018 (a) | Mise en place/Augmentations (b) | Remboursements /Reprises (c) | | |
| 1. Encours brut des titres de placement | 255 306 | 87 859 | -60 887 | 26 972 | 282 278 |
| 2. Créances rattachées sur titres de placement | 6 614 | 15 581 | -15 509 | 72 | 6 686 |
| 3. Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2) | -444 | -42 | 19 | -23 | -467 |
| 4. Encours nets des titres de placement (principal et créances rattachées) = (1) + (2) + (3) | 261 476 | 103 397 | -76 377 | 27 020 | 288 496 |

6.3.2 Détail du portefeuille titres

Le portefeuille titres se décompose comme suit :

| Portefeuille titres | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| Obligations Etat du Sénégal | 43 500 | 22 250 |
| Obligations Etat de Côte d'Ivoire | 42 000 | 45 000 |
| Obligations Etat du Bénin | 50 000 | 50 000 |
| Obligations Burkina Faso | 35 000 | 44 986 |
| Obligations Coris Holding | 10 000 | 10 000 |
| Obligations Etat du Mali | 30 000 | 30 000 |
| Obligations Etat du Niger | 11 012 | 6 412 |
| Obligations Etat du Togo | 28 413 | 33 242 |
| Obligations CRRH | 11 217 | 12 617 |
| Obligations BIDD | 2 000 | 0 |
| Bons du Trésor du Burkina Faso | 7 286 | 0 |
| Bons du Trésor du Mali | 4 000 | 0 |
| Bons du trésor du Niger | 7 407 | 0 |
| Certificat de dépôt BRM | 600 | 800 |
| Sous-total | 282 434 | 255 306 |
| Intérêts à recevoir | 6 686 | 6 614 |
| Primes/Bons et obligations (TPCI 2019-2022) | -156 | 0 |
| Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2) | -467 | -444 |
| TOTAL | 288 496 | 261 476 |

Tous les titres du portefeuille détenus par la Banque sont à terme.

6.3.3 Echancier du portefeuille de titres

L'échéancier contractuel du portefeuille titres se présente comme suit (en M FCFA) au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2019 :

| Echéancier | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| Inférieur à six mois | 20 077 | 7 960 |
| De plus de six mois à un an | 20 613 | 34 605 |
| De plus d'un an à deux ans | 34 298 | 25 682 |
| De plus de deux ans à trois ans | 66 463 | 30 613 |
| De plus de trois ans à cinq ans | 97 675 | 92 727 |
| De plus de cinq ans | 43 307 | 63 719 |
| Sous Total | 282 434 | 255 306 |
| Intérêts à recevoir | 6 686 | 6 614 |
| Primes d'émission/Bons et obligations | -156 | 0 |
| Dépréciation/titres de placement (Buckets 1&2) | -467 | -444 |
| TOTAL | 288 496 | 261 476 |

6.4 Créances sur actionnaires à libérer

La rubrique « créances sur actionnaires à libérer » se décompose comme suit :

| Créances sur les actionnaires | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--------------------------------|--------------|--------------|
| Dotations des Etats à recevoir | 5 029 | 5 029 |
| Droits d'entrée Guinée Bissau | 1 852 | 1 852 |
| TOTAL | 6 882 | 6 882 |

NOTE 7. PARTICIPATIONS

7.1. Stratégie de prise de participations de la Banque

L'activité de prise de participations trouve ses fondements dans les statuts de la Banque, qui prévoient : (i) en leur article 2, entre autres, que « ... la Banque, ... devra contribuer notamment au financement par participation au capital, par octroi de prêts ... » et (ii) en leur article 32, qu'elle « peut constituer ou participer à la constitution du capital

d'institutions ou entreprises ». L'objectif visé est notamment de permettre le renforcement des fonds propres et la capacité d'expertise des entreprises opérant dans l'Union.

Conformément à cette mission et en application de cette stratégie, la BOAD est intervenue dans tous les Etats de l'Union sous forme de prise de participations dans l'actionnariat de plusieurs entreprises. Ces interventions ont concerné aussi bien des entreprises du secteur financier (banques, établissements financiers) que des entreprises du secteur non financier (énergie, télécommunication, hôtellerie, transport aérien, etc.).

La stratégie de prise de participations de la Banque se décline comme suit en termes de :

- **Objectif** : remplir la mission de développement de la Banque tout en mettant davantage l'accent sur la rentabilité financière conformément aux orientations stratégiques de la Banque.
- **Secteurs d'intervention** : tous les secteurs éligibles au financement de la Banque.
- **Modalités d'intervention** : lors de l'entrée dans une opération, la Banque devra avoir une visibilité suffisante des conditions et modalités de sortie, le moment venu. La cession des titres de participation pourra se faire en Bourse pour les actions cotées et aux conditions conventionnelles les meilleures pour les actions non cotées.
- **Positionnement dans les organes d'administration** : conditionner chaque prise de participation à l'attribution à la Banque d'un poste de membre d'un organe d'administration (Conseil d'Administration, Conseil de Surveillance, Comité de Crédit ou d'investissement, etc.).

En complément de la stratégie de prise de participations, la BOAD a pris des dispositions idoines en vue de (i) s'adapter à l'évolution et aux exigences du secteur financier de l'UMOA (relèvement du capital minimum des banques et établissements financiers) et (ii) prendre en compte la spécificité du secteur agricole au regard de son importance dans les économies des pays de l'Union.

7.2. Les limites d'intervention liées aux prises de participations

Les limites d'intervention de la Banque sont définies par rapport à ses fonds propres pour risques qui correspondent au capital libéré augmenté des réserves nettes et fonds assimilés et diminué des éléments de non valeurs.

| Opérations | Limite par société et par opération | Niveau d'engagement par emprunteur toutes opérations confondues | Volume global maximum des prises de participations |
|---|-------------------------------------|---|--|
| Les projets relevant des Institutions Financières Nationales (IFN) et organismes de promotion des PME, les projets de privatisation, les projets régionaux et ceux des secteurs des mines et de l'énergie | 5% des FPR | 15% du capital de la société dans la limite momentanée de 100% pour les entités dans lesquelles la BOAD | 20% des FPR |

| Opérations | Limite par société et par opération | Niveau d'engagement par emprunteur toutes opérations confondues | Volume global des prises de participations |
|--|-------------------------------------|--|--|
| Tous les projets autres que les Institutions Financières Nationales (IFN) et organismes de promotion des PME, les projets de privatisation, les projets régionaux et ceux des secteurs des mines et de l'énergie | 2,5% des FPR | joue un rôle de principal promoteur. Ce niveau doit être ramené à 51% avec une stratégie claire de sortie dans les délais raisonnables | |

7.3. Variation des titres de participation

7.3.1 Tableau de variation des titres de participation

Les variations en valeur brute des participations (voir note 2.12 du résumé des principes et pratiques comptables essentiels) se présentent comme suit :

| Variation des titres de participation | 2019 | 2018 |
|--|----------------|----------------|
| Valeur brute des participations au 1er janvier | 84 668 | 83 958 |
| Acquisitions | 8 971 | 8 934 |
| Cessions | -648 | -8 223 |
| Valeur brute des participations au 31 décembre | 92 991 | 84 668 |
| Gains et pertes latents sur instruments en JVOCI non recyclables | 44 042 | 40 689 |
| Gains et pertes comptabilisés en résultat sur instruments en JVR | 1 623 | 1 202 |
| Valeur nette des participations au 31 décembre 2019 | 138 656 | 126 559 |

7.3.2 Répartition des titres de participation par contrepartie

L'évolution des participations comptabilisées dans l'état de la situation financière entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 sont détaillées par contrepartie dans les tableaux ci-dessous.

a) Instruments comptabilisés à la juste valeur par le résultat (JVR)

| N° | Pays | Participations | % Détenion | 31/12/2019 | | | Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c) | 31/12/2018 | | | |
|--------------|---------|--------------------------|------------|------------------|--|---|--|------------------|--|---|---------------------------------------|
| | | | | Encours brut (a) | Gains et pertes latents reclassés en résultat non distribuable (b) | Plus/Moins values de la période en Resultat (c) | | Encours brut (a) | Gains et pertes latents reclassés en résultat non distribuable (b) | Plus/Moins values de la période en Resultat (c) | Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c) |
| 1 | BN | FOAI - Sicav ABDOU DIOUF | 15,8% | 2 500 | 1 058 | 67 | 3 626 | 2 500 | 952 | 107 | 3 558 |
| 2 | h-uemoa | FEFISOL | 8,2% | 1 312 | 24 | 36 | 1 372 | 1 312 | 10 | 14 | 1 336 |
| 3 | SN | FCPI/FC BOAD | 100,0% | 5 000 | 120 | 318 | 5 438 | 3 000 | 0 | 120 | 3 120 |
| TOTAL | | | | 8 812 | 1 203 | 421 | 10 436 | 6 812 | 962 | 241 | 8 014 |

b) Instruments comptabilisés à la juste valeur par les autres éléments du résultat global (JV/OCI) non recyclables

| N° | Pays | Participations | % Détention | 31/12/2019 | | | | 31/12/2018 | | | |
|----|---------|---|-------------|------------------|---|--|---------------------------------|------------------|---|--|---------------------------------------|
| | | | | Encours brut (a) | Plus/Moins valeurs de la période en OCI (b) | Gains et pertes latents en OCI non recyclables (c) | Valeur au bilan (d) = (a) + (c) | Encours brut (a) | Plus/Moins valeurs de la période en OCI (b) | Gains et pertes latents en OCI non recyclables (c) | Valeur au bilan (d) = (a) + (b) + (c) |
| 1 | BN | SOAGA | 19,3% | 103 | -5 | 90 | 193 | 103 | 13 | 96 | 198 |
| 2 | TG | CAURIS CROISSANCE | 49,6% | 0 | -691 | 0 | 0 | 175 | -792 | 691 | 866 |
| 3 | SN | BNDE | 9,1% | 1 000 | 232 | 1 965 | 2 965 | 1 000 | 145 | 1 733 | 2 733 |
| 4 | h-uemoa | CAURIS CROISSANCE II | 17,7% | 4 626 | 3 275 | -667 | 3 959 | 4 584 | -3 566 | -3 941 | 643 |
| 5 | TG | GARI S. A. | 11,6% | 1 500 | 10 | 1 294 | 2 794 | 1 500 | 42 | 1 283 | 2 783 |
| 6 | MA | BDM Mali | 16,0% | 600 | 5 036 | 15 996 | 16 596 | 600 | 854 | 10 961 | 11 561 |
| 7 | BN | BOA Bénin | 2,4% | 98 | -282 | 1 616 | 1 715 | 98 | 74 | 1 899 | 1 997 |
| 8 | NG | SONIBANK Niger | 9,5% | 1 082 | -390 | 2 128 | 3 209 | 1 082 | 103 | 2 517 | 3 599 |
| 9 | CI | BHCI Côte d'Ivoire | 2,2% | 150 | -1 | 19 | 168 | 150 | 20 | 20 | 170 |
| 10 | NG | BOA Niger | 5,7% | 137 | -384 | 2 384 | 2 521 | 137 | 909 | 2 768 | 2 905 |
| 11 | TG | BIA Togo | 5,2% | 392 | -84 | 138 | 530 | 392 | 67 | 221 | 613 |
| 12 | BN | African Investment Bank (AIB) (1) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 250 | 0 | 0 |
| 13 | h-uemoa | Afreximbank | 0,3% | 2 500 | 838 | 1 380 | 3 880 | 2 500 | -1 676 | 542 | 3 042 |
| 14 | SN | Banque Régionale de Marché (BRM) | 4,0% | 400 | -1 005 | -320 | 80 | 400 | 28 | 685 | 1 085 |
| 15 | BF | Banque de l'Habitat du BF | 0,9% | 200 | -185 | -96 | 104 | 200 | -136 | 89 | 289 |
| 16 | CI | BRIDGE BANK Côte d'Ivoire | 3,5% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 17 | CI | BRVM | 9,1% | 56 | -27 | 557 | 613 | 56 | -7 | 584 | 640 |
| 18 | CI | DC/BR (BRVM) | 9,0% | 140 | -112 | 190 | 330 | 140 | 35 | 302 | 442 |
| 19 | TG | CICA RE | 2,2% | 999 | -19 | 343 | 1 342 | 999 | 91 | 361 | 1 360 |
| 20 | MA | MANDE Hotel | 16,7% | 50 | 0 | 252 | 302 | 50 | 4 | 251 | 301 |
| 21 | CI | SIALIM (1) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 100 | 0 | 0 |
| 22 | CI | AIR AFRIQUE (1) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 2 500 | 0 | 0 |
| 23 | CI | CIPREL | 2,0% | 584 | 168 | 1 711 | 2 295 | 584 | 255 | 1 542 | 2 126 |
| 24 | BN | COTEB (1) | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 272 | 0 | 0 |
| 25 | TG | ASKY (EX SPCAR) | 16,8% | 5 990 | -5 990 | -5 990 | 0 | 5 990 | 5 954 | 0 | 5 990 |
| 26 | SN | SCIE | 0,0% | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 130 | 0 | 0 |
| 27 | CI | RASCOM | 7,1% | 1 600 | 0 | -1 600 | 0 | 1 600 | 0 | -1 600 | 0 |
| 28 | h-uemoa | PROPARGO | 0,8% | 3 420 | 24 | 1 154 | 4 575 | 3 420 | 394 | 1 131 | 4 551 |
| 29 | TG | BOAD-Titrisation | 100,0% | 500 | -51 | -229 | 271 | 500 | -109 | -178 | 322 |
| 30 | TG | CRRH-UEMOA | 16,1% | 1 543 | 204 | 793 | 2 336 | 1 543 | -713 | 589 | 2 132 |
| 31 | h-uemoa | Fonds Agricole pour l'Afrique (FAA) | 2,6% | 2 401 | -258 | 115 | 2 515 | 2 438 | 182 | 373 | 2 811 |
| 32 | TG | ORAGROUP | 2,1% | 1 642 | 3 339 | 4 272 | 5 913 | 2 000 | 67 | 933 | 2 933 |
| 33 | BF | Burkina Bail | 15,0% | 689 | -5 | 314 | 1 003 | 689 | 174 | 318 | 1 007 |
| 34 | SN | CNCAS | 10,5% | 1 573 | -777 | 1 603 | 3 176 | 1 573 | 83 | 2 380 | 3 953 |
| 35 | BF | CORIS BANK | 4,3% | 1 997 | -957 | 9 010 | 11 007 | 1 997 | 7 231 | 9 968 | 11 964 |
| 36 | CI | Nouvelle BRS CI/OA Bank CI | 38,2% | 16 995 | 796 | 14 721 | 31 716 | 16 995 | 20 049 | 13 926 | 30 921 |
| 37 | CI | Banque de l'Union Côte d'Ivoire (BDU-CI) | 9,6% | 1 100 | 118 | 53 | 1 153 | 1 100 | 368 | -65 | 1 035 |
| 38 | BF | Banque de l'Union Burkina Faso (BDU-BF) | 10,6% | 1 100 | 520 | 333 | 1 433 | 1 100 | 0 | -187 | 913 |
| 39 | Kenya | FAER | 4,9% | 5 789 | 2 350 | 631 | 6 419 | 5 000 | 615 | -1 719 | 3 281 |
| 40 | BF | AMETHIS WEST AFRICAN (AWA) | 11,1% | 2 998 | -981 | -1 403 | 1 595 | 1 975 | 444 | -422 | 1 553 |
| 41 | CI | Air Côte d'Ivoire | 6,9% | 10 320 | 33 | -6 814 | 3 506 | 8 990 | -1 079 | -6 847 | 2 143 |
| 42 | CI | RASCOM STAR QAF | | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 4 360 | 0 | 0 |
| 43 | h-uemoa | Investisseurs & Partenaires/ Développement (PDEVZ) | 11,1% | 632 | -43 | -139 | 493 | 632 | 181 | -96 | 536 |
| 44 | Bn | Société Immobilière d'Aménagement Urbain SlimAU | 10,0% | 500 | -84 | -94 | 406 | 500 | 0 | -10 | 490 |
| 45 | SN | Banque Outarde | 14,3% | 2 000 | 53 | -355 | 1 645 | 2 000 | -408 | -408 | 1 592 |
| 46 | h-uemoa | Fonds I&P Afrique Entrepreneurs 2 (IPAE2) | 4,1% | 358 | -131 | -131 | 227 | 253 | 0 | 0 | 253 |
| 47 | NG | Banque de l'Habitat du Niger | 8,3% | 825 | 0 | 0 | 825 | 825 | 0 | 0 | 825 |
| 48 | | Fonds d'investissements dédié au développement des services financiers dans l'UEMOA | 49,5% | 2 585 | -766 | -766 | 1 819 | 576 | 0 | 0 | 576 |
| 49 | | ECP Africa Fund IV | 1,8% | 1 807 | -416 | -416 | 1 390 | 1 411 | 0 | 0 | 1 411 |
| 50 | | MANSA BANK | | 1 200 | 0 | 0 | 1 200 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | | | 0 | | | 0 | 0 | | | |
| | | TOTAL | | 84 179 | 3 352 | 44 041 | 128 220 | 77 856 | 37 508 | 40 689 | 118 545 |

NOTE 8. COMPTES DE REGULARISATION ET ACTIFS DIVERS

Les comptes de régularisation et actifs divers comprennent les éléments suivants :

| Comptes de régularisation et actifs divers | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|-----|---------------|---------------|
| Actifs dérivés | 8.1 | 35 286 | 1 065 |
| Comptes de régularisation actif | 8.2 | 1 778 | 2 121 |
| Autres actifs | 8.3 | 7 406 | 9 317 |
| TOTAL | | 44 470 | 12 503 |

8.1 Actifs dérivés

La répartition des passifs dérivés par type de relation de couverture se présente comme suit :

| Actifs dérivés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|---------------|--------------|
| Actifs dérivés à la juste valeur (FVH) | 1 093 | 0 |
| Actifs dérivés en flux de trésorerie (CFH) | 34 193 | 1 065 |
| TOTAL | 35 286 | 1 065 |

La rubrique "Actifs dérivés - instruments de couverture du risque de change" présente un solde de 35 286 M FCFA au 31 décembre 2019 contre 1 065 M FCFA au 31 décembre 2018. Ces montants correspondent à la quote-part des dérivés mis en place par la Banque afin de se couvrir contre les fluctuations de change sur les flux d'intérêts à payer sur les emprunts libellés en devises.

8.2 Comptes de régularisation actif

| Comptes de régularisation actif | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|--------------|--------------|
| Dépenses à régulariser | 892 | 873 |
| Charges constatées d'avance | 383 | 377 |
| Produits à recevoir | 41 | 37 |
| Autres comptes de régularisation actif | 462 | 834 |
| TOTAL | 1 778 | 2 121 |

8.3 Autres actifs

| Autres actifs | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|--------------|--------------|
| Débiteurs divers | 1 921 | 3 386 |
| Préfinancements d'activités | 1 289 | 1 613 |
| Cautions versées | 75 | 66 |
| Avances sur frais de mission | 5 | 16 |
| Avances et acomptes versés | 201 | 206 |
| Autres dotations et subventions à recevoir | 3 915 | 4 030 |
| TOTAL | 7 406 | 9 317 |

NOTE 9. IMMOBILISATIONS

9.1 Immobilisations corporelles

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles au 31/12/2019 et au 31/12/2018 se présente comme suit :

| Immobilisations corporelles | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|--------------|--------------|
| Coût d'acquisition | 26 302 | 27 068 |
| Dotations et reprises d'amortissements | -20 405 | -19 831 |
| Valeur nette comptable | 5 897 | 7 237 |

Le détail par catégorie d'immobilisations corporelles est présenté dans le tableau ci-après :

| | Terrains | Bâtiments | Propriétés en construction | Installations et Equipements | Equipements détenus en location-financement | Total |
|---|------------|---------------|----------------------------|------------------------------|---|---------------|
| Coût d'acquisition | | | | | | |
| Solde au 1er janvier 2018 | 981 | 14 319 | 671 | 10 738 | 0 | 26 708 |
| Acquisitions | 0 | 667 | 0 | 919 | 0 | 1 586 |
| Transferts | 0 | 0 | -172 | 0 | 0 | -172 |
| Cessions | -790 | 0 | 0 | -264 | 0 | -1 054 |
| Acquisitions de réévaluation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres réévaluations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Solde au 1er janvier 2019 | 190 | 14 986 | 499 | 11 393 | 0 | 27 068 |
| Acquisitions | 0 | 2 | 0 | 1 724 | 0 | 1 726 |
| Transferts | 0 | 0 | -105 | 0 | 0 | -105 |
| Transférées en immeuble de placement | 0 | -667 | 0 | -103 | 0 | -770 |
| Cessions | 0 | -932 | 0 | -685 | 0 | -1 617 |
| Solde au 31 décembre 2019 | 190 | 13 389 | 395 | 12 328 | 0 | 26 302 |
| Amortissements et cessions cumulés | | | | | | |
| Solde au 1er janvier 2018 | 0 | 9 123 | 0 | 9 993 | 0 | 19 117 |
| Charges d'amortissement | 0 | 333 | 0 | 639 | 0 | 972 |
| Cessions | 0 | 0 | 0 | -257 | 0 | -257 |
| Dépréciations comptabilisées pendant la période | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Reprises de dépréciations | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Solde au 1er janvier 2019 | 0 | 9 456 | 0 | 10 375 | 0 | 19 831 |
| Charges d'amortissement | 0 | 591 | 0 | 754 | 0 | 1 345 |
| Transférées en immeubles de placement | 0 | -4 | 0 | -1 | 0 | -5 |
| Reprises d'amortissement (Cessions) | 0 | 0 | 0 | -767 | 0 | -767 |
| Dépréciations comptabilisées pendant la période | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Solde au 31 décembre 2019 | 0 | 10 044 | 0 | 10 361 | 0 | 20 405 |
| Valeur Nette des immobilisations corporelles au 31 décembre 2019 | | | | | | 5 897 |

9.2 Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont constitués uniquement du centre de loisirs de la Cité du personnel. Le contrat prévoit une période de location initiale non résiliable de deux ans. Les loyers sont payables d'avance trimestriellement. Les renouvellements ultérieurs sont négociés de commun accord entre les parties. Aucun loyer conditionnel n'est facturé. Les valeurs nettes comptables des immeubles de placement sont présentées ci-après :

| Immeubles de placement | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|------------|------------|
| Coût d'acquisition | 770 | 0 |
| Dotations et reprises d'amortissements | -42 | 0 |
| Valeur nette comptable | 728 | 0 |

L'évolution de la valeur nette comptable des immeubles de placement entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 se présente comme suit :

| Acquisition d'immeubles de placement | Dotations et reprises d'amortissements |
|--|---|
| Solde au 01 janvier 2019 | Solde au 01 janvier 2019 |
| Acquisitions | Acquisitions |
| Cessions | Cessions |
| | Transférées |
| Classées comme étant détenus en vue de la vente | Classées comme étant détenus en vue de la vente |
| Solde au 31 décembre 2019 | Solde au 31 décembre 2019 |
| Valeur Nette au bilan au 31 décembre 2019 | 728 |

9.3 Immobilisations incorporelles

Les valeurs nettes comptables des immobilisations incorporelles sont présentées ci-après :

| Immobilisations incorporelles | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|------------|------------|
| Valeur brute | 1 886 | 1 538 |
| Dotations et reprises d'amortissements | -1 474 | -1 205 |
| Valeur nette comptable | 412 | 333 |

L'évolution de la valeur nette comptable des immobilisations incorporelles entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 se présente comme suit :

| Acquisition de logiciels | | Dotations et reprises d'amortissements | |
|--|--------------|--|--------------|
| Solde au 01 janvier 2019 | 1 538 | Solde au 01 janvier 2019 | 1 205 |
| Acquisitions | 353 | Acquisitions | 273 |
| Cessions | -5 | Cessions | -5 |
| Classés comme étant détenus en vue de la vente | 0 | Classés comme étant détenus en vue de la vente | 0 |
| Solde au 31 décembre 2019 | 1 886 | Solde au 31 décembre 2019 | 1 474 |
| Valeur Nette au bilan au 31 décembre 2019 | | 412 | |

9.4 Actifs non courants détenus en vue de la vente

En décembre 2019, la Banque a été déclarée copropriétaire d'un ensemble immobilier conjointement avec d'autres co-baillleurs. Cet ensemble immobilier est présenté en tant qu'actif non courant détenu en vue de la vente. Un programme actif de recherche d'acquéreur a été initié et la vente est attendue pour novembre 2020.

L'actif détenu en vue de la vente a été enregistré au montant le plus faible entre la valeur comptable de la créance due par le bénéficiaire du prêt (**qui ressort à 2 245 MFCFA**) et le montant de la juste valeur diminuée des coûts de la vente. L'éventuel gain ou perte issue de la cession ainsi que les coûts de la vente seront portés en résultat net. Il n'y a aucun produit ou charge accumulé compris dans les autres éléments du résultat global lié à l'actif détenu en vue de la vente.

NOTE 10. PASSIFS AU COÛT AMORTI

Les passifs au coût amorti sont composés des emprunts contractés par la Banque et des dettes qui leur sont rattachées (intérêts et commissions courus non échus).

10.1 Détail du poste « Passifs au coût amorti »

Le détail de ce poste se présente comme suit (en MFCFA) au 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 :

| Passifs au coût amorti | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|------------------|------------------|
| I- Dettes représentées par un titre | | |
| Emprunts obligataires (a) | 1 428 730 | 948 158 |
| Bon BOAD | 114 141 | 190 360 |
| Échéances à moins d'un an/dettes rep. par des titres | 98 601 | 89 885 |
| Sous-total I | 1 641 473 | 1 228 403 |
| II- Autres emprunts auprès des partenaires extérieurs | | |
| Emprunts pour financement de projets à long terme | 428 652 | 409 746 |
| Emprunts pour financement d'études long terme | 482 | 482 |
| Échéances à moins d'un an/emprunts | 85 640 | 66 540 |
| Sous-total II | 514 774 | 476 768 |
| Total I+II | 2 156 247 | 1 705 171 |
| III- Dettes rattachées aux emprunts & dettes rep. | | |
| Intérêts courus sur dettes représentées par un titre | 27 660 | 25 965 |
| Charges différées sur bons et obligations | -264 | -495 |
| Intérêts et commissions courus sur autres emprunts | 3 314 | 3 242 |
| Charges différées sur autres emprunts | -350 | -208 |
| Sous-total III | 30 360 | 28 504 |
| IV- Dettes interbancaires (Cauris ROPPA, AFD.....) | 2 463 | 6 625 |
| Total I+II+III+IV | 2 189 070 | 1 740 300 |

(a) Le montant total des encours sur emprunts obligataires comprend 1 406 382 MFCFA

d'eurobonds mobilisés en 2016, 2017 et 2019 sur le marché financier international.

10.2 Tableau de variation des emprunts

La variation des emprunts par contrepartie entre le 31 décembre 2018 et le 31 décembre 2019 se présente comme suit :

Tableau de variation des dettes interbancaires

| Emprunts | Encours au 31 décembre 2018 | Tirages de l'exercice | Remboursements de l'exercice | Risque de change | Capitalisation différentiel intérêts au TIE | Encours au 31 décembre 2019 |
|------------------------------------|-----------------------------|-----------------------|------------------------------|------------------|---|-----------------------------|
| Dettes interbancaires | 6 625 | 8 829 | -12 991 | 0 | | 2 463 |
| TOTAL DETTES INTERBANCAIRES | 6 625 | 8 829 | -12 991 | 0 | 0 | 2 463 |

Tableau de variation des bons et obligations

| Emprunts | Encours au 31 décembre 2018 | Tirages de l'exercice | Remboursements de l'exercice | Risque de change | Capitalisation différentiel intérêts au TIE | Encours au 31 décembre 2019 |
|----------------------------------|-----------------------------|-----------------------|------------------------------|------------------|---|-----------------------------|
| EMPRUNTS OBLIGATAIRES | 981 383 | 492 241 | -33 225 | 8 506 | 2 209 | 1 451 114 |
| BONS | 247 020 | 0 | -56 661 | 0 | 0 | 190 359 |
| TOTAL BONS ET OBLIGATIONS | 1 228 403 | 492 241 | -89 886 | 8 506 | 2 209 | 1 641 473 |

Tableau de variation des autres emprunts

| Emprunts | Encours au 31 décembre 2018 | Tirages de l'exercice | Remboursements de l'exercice | Risque de change | Capitalisation différentiel intérêts au TIE | Encours au 31 décembre 2019 |
|-------------------------------|-----------------------------|-----------------------|------------------------------|------------------|---|-----------------------------|
| IDA | 71 790 | 23 418 | -2 157 | 928 | | 93 978 |
| KfW | 98 885 | 32 798 | -8 821 | 0 | | 122 862 |
| AFD | 138 832 | 0 | -12 329 | 0 | | 126 503 |
| BEI | 16 854 | 0 | -4 742 | 0 | | 12 113 |
| PROPARCO | 820 | 0 | -820 | 0 | | 0 |
| BAD | 77 403 | 32 798 | -11 648 | 0 | | 98 553 |
| ICD | 13 447 | 0 | -6 554 | 0 | | 6 893 |
| BDC | 45 917 | 0 | -13 119 | 0 | | 32 798 |
| BDA | 1 491 | 0 | -1 491 | 0 | | 0 |
| BADEA | 5 302 | 11 651 | -5 264 | 116 | | 11 805 |
| BNP Fortis | 2 700 | 3 779 | -273 | 0 | | 6 206 |
| ITFC | 3 329 | 3 064 | -3 329 | 0 | | 3 064 |
| TOTAL LIGNES DE CREDIT | 476 768 | 107 508 | -70 547 | 1 045 | 0 | 514 774 |
| TOTAL EMPRUNTS | 1 711 796 | 608 578 | -173 424 | 9 551 | 2 209 | 2 158 710 |

10.3 Echancier du passif au coût amorti

| Echéances | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---------------------------------------|------------------|------------------|
| Inférieur à six mois | 125 166 | 74 179 |
| De plus de six mois à un an | 59 076 | 79 395 |
| De plus d'un an à deux ans | 587 659 | 155 501 |
| De plus de deux ans à trois ans | 97 543 | 559 922 |
| De plus de trois ans à cinq ans | 116 917 | 150 684 |
| De plus de cinq ans | 1 172 349 | 692 115 |
| Sous total encours emprunts | 2 158 710 | 1 711 796 |
| Dettes rattachées sur emprunts | 30 360 | 28 504 |
| TOTAL EMPRUNTS | 2 189 070 | 1 740 300 |

10.4 Ratio d'endettement de la Banque

En application de l'article 37 des statuts, le Conseil des Ministres de l'UMOA a décidé que l'encours total des emprunts de la Banque est limité à tout instant au triple de ses fonds propres. Au 31 décembre 2019, l'encours des emprunts représente 255 % des fonds propres pour risques pour une limite réglementaire de 300 %.

NOTE 11. FONDS AFFECTÉS

Ils se décomposent comme suit :

| Fonds affectés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Fonds d'Assistance Technique Belge FAT/B | 190 | 185 |
| Fonds Néerlandais | 34 | 34 |
| Fonds de contrepartie IDA | 425 | 327 |
| Fonds AFD d'Etudes | 310 | 310 |
| Fonds de contrepartie AFD | 26 | 70 |
| Fonds de Partenariat Environnemental | 4 | 4 |
| Fonds Facilité du Sahel KFW | 5 949 | 6 141 |
| Fonds chinois de coopération | 139 | 139 |
| Fonds AFD IV de Renforcement des capacités | 30 | 30 |
| Fonds de Développement Energie | 1 985 | 1 985 |
| Fonds " Assurance Récolte " | 2 836 | 2 836 |
| Centre Régional de Collaboration (CRC) | 272 | 246 |
| Facilité Régionale d'Accès à l'Energie durable | 0 | 10 000 |
| Fonds du nouveau mécanisme de bonification | 17 646 | 80 776 |
| Fonds CMS pour la bonification | 1 000 | 1 000 |
| Fonds FEM | 1 466 | 1 514 |
| Fonds d'Adaptation | 5 197 | 2 197 |
| Fonds Vert pour le Climat (FVC) | 13 | 0 |
| Fonds d'aide Aux Initiatives Régionales (FAIR) | 1 017 | 1 257 |
| Fonds du Royaume de Belgique pour libération de capital | 4 200 | 4 200 |
| TOTAL | 42 739 | 113 251 |

NOTE 12. COMPTES DE REGULARISATION ET PASSIFS DIVERS

Au 31 décembre 2019, les comptes de régularisation et de passifs divers se présentent comme suit :

| 12. Comptes de régularisation et passifs divers | | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|------|-------------------|-------------------|
| Passifs dérivés | 12.1 | 16 868 | 23 786 |
| Comptes de régularisation passif | 12.2 | 18 380 | 5 730 |
| Autres passifs | 12.3 | 3 432 | 2 401 |
| TOTAL | | 38 680 | 31 917 |

12.1 Passifs dérivés

La répartition des passifs dérivés par type de relation de couverture se présente comme suit :

| Passifs dérivés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Passifs dérivés à la juste valeur (FVH) | 0 | 1 110 |
| Passifs dérivés en flux de trésorerie (CFH) | 16 868 | 22 675 |
| TOTAL | 16 868 | 23 786 |

Les passifs dérivés ont connu une baisse de 6 918 MFCFA entre le 31 décembre 2018 et 31 décembre 2019 induite par la hausse des cours du dollar et du DTS observée sur cette période. Elle vient compenser l'augmentation du risque de change enregistrée dans les emprunts au coût amorti à la clôture de l'exercice 2019.

12.2 Comptes de régularisation passif

Le détail des comptes de régularisation se présente comme suit :

| 12.2 Comptes de régularisation passif | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---------------------------------------|---------------|--------------|
| Recettes à régulariser | 14 415 | 3 445 |
| Charges à payer | 3 275 | 2 277 |
| Produits constatés d'avance | 690 | 8 |
| TOTAL | 18 380 | 5 730 |

12.3 Autres passifs

Le détail des autres passifs se présente comme suit :

| 12.3 Autres passifs | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---------------------|--------------|--------------|
| Créditeurs divers | 1 701 | 1 029 |
| Dettes fournisseurs | 1 731 | 1 372 |
| TOTAL | 3 432 | 2 401 |

NOTE 13. PROVISIONS

Ce poste concerne le montant des passifs au titre des régimes à prestations définies pour l'indemnité de départ à la retraite.

Le tableau ci-après rapproche les soldes d'ouverture et de clôture du passif net au titre des prestations définies.

| 13. Provision pour indemnité de départ à la retraite | 2019 | 2018 |
|--|------------------|------------------|
| | KFCFA | KFCFA |
| Valeur actuelle de l'obligation | | |
| Solde d'ouverture | 7 374 546 | 6 625 885 |
| Coût des services rendus au cours de la période | 520 342 | 437 939 |
| Cotisations effectuées par les participants | 0 | 0 |
| Coût financier | 465 471 | 425 515 |
| Ecart actuariels dus au : | | |
| a) changements d'hypothèses démographiques | 0 | -32 195 |
| b) changements d'hypothèses financières | 0 | 720 302 |
| c) ajustements d'expérience | 460 261 | 231 982 |
| d) total | 460 261 | 920 089 |
| Prestations servies | -979 538 | -1 034 882 |
| Coût des services passés | 389 592 | 0 |
| Règlements | 0 | 0 |
| Solde de clôture | 8 230 674 | 7 374 546 |
| <i>régimes entièrement non financés</i> | 8 230 674 | 7 374 546 |
| <i>régimes entièrement ou partiellement financés</i> | | 0 |
| | | |
| Juste valeur des actifs du régime | n.a. | n.a. |
| Solde d'ouverture | 0 | 0 |
| Rendement attendu | 0 | 0 |
| Ecart actuariels | 0 | 0 |
| Cotisations effectuées par l'employeur | 0 | 0 |
| Cotisations effectuées par les participants | 0 | 0 |
| Prestations servies | 0 | 0 |
| Règlements | 0 | 0 |
| Solde de clôture | 0 | 0 |

| 13. Provision pour indemnité de départ à la retraite | 2019 | 2018 |
|---|---------------------------------|------------------|
| Actifs / passifs nets comptabilisés au bilan | - | |
| Valeur actuelle de l'obligation | 8 230 674 | 7 374 546 |
| Juste valeur des actifs du régime | 0 | 0 |
| Excédent / déficit | 8 230 674 | 7 374 546 |
| Montant non comptabilisé à l'actif du fait de la limite 58 (b) | 0 | 0 |
| (Actifs)/passifs net comptabilisés au bilan | 8 230 674 | 7 374 546 |
| Charge totale | - | |
| Coût des services rendus au cours de la période | 520 342 | 437 939 |
| Coût des services passés | 389 592 | 0 |
| Effet de tout règlement | 0 | 0 |
| Coûts des services rendus en résultat net | 909 934 | 437 939 |
| Coût financier | 465 471 | 425 515 |
| Produit d'intérêts | 0 | 0 |
| Intérêts nets en résultat net | 465 471 | 425 515 |
| Ecart actuariels | 460 261 | 920 089 |
| Rendement supplémentaire sur les actifs du régime | 0 | 0 |
| Effet de la limite du paragraphe 58(b) | 0 | 0 |
| Réévaluations du passif net en autres éléments du résultat global | 460 261 | 920 089 |
| Charge totale | 1 835 666 | 1 783 543 |
| Montant cumulé des écarts actuariels comptabilisés dans l'état des produits et des charges comptabilisés | 3 339 793 | 2 879 532 |
| Les principales hypothèses actuarielles retenues à la date de clôture sont les suivantes : | | |
| Principales hypothèses actuarielles | - | - |
| Taux d'actualisation | 6,18% | 6,18% |
| Taux attendus d'augmentation des salaires | 6,00% | 6,00% |
| Taux de mortalité | TH / TF 2002 multiplié par 200% | |
| La durée de l'obligation égale : | 9 | 9 |
| Analyse de sensibilité | - | |
| A la date de clôture, des modifications raisonnablement possibles de l'une des hypothèses actuarielles pertinentes auraient affecté l'obligation au titre des prestations définies des montants suivants (autres hypothèses constantes) : | | |
| | Changement de l'obligation | |
| Taux d'actualisation | 8,60% | 9,00% |
| Taux attendus d'augmentation des salaires | 8,50% | 8,90% |
| Taux de mortalité | -0,10% | -0,20% |

| 13. Provision pour indemnité de départ à la retraite | 2019 | 2018 |
|---|-----------|------------|
| | | |
| Réconciliation du passif net comptabilisé | | |
| Solde d'ouverture | 7 374 546 | 6 625 885 |
| Charge totale en résultat net | 1 375 405 | 863 454 |
| Prestations servies | -979 538 | -1 034 882 |
| Réévaluations du passif net en autres éléments du résultat global | 460 261 | 920 089 |
| Solde de clôture | 8 230 674 | 7 374 546 |

La charge prévisionnelle totale des cotisations au régime à prestations définies au titre de 2020 s'élève à 1 064 MFCFA. Aussi, la Banque envisage de servir des prestations à hauteur de 1 247 MFCFA en 2020.

NOTE 14. CAPITAUX PROPRES

14.1 Détail des capitaux propres

L'évolution des capitaux propres respectivement au 31 décembre 2018 et au 31 décembre 2019 se présente comme suit :

| Capitaux propres | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| Capital souscrit | 1 103 650 | 1 103 650 |
| Capital sujet à appel | -826 230 | -826 230 |
| Capital à libérer | -55 740 | -67 975 |
| Coût lié à la libération différée du capital | -1 800 | -2 865 |
| Capital (A) | 219 881 | 206 580 |
| Primes d'émission (B) | 2 622 | 2 622 |
| Réserves affectées aux activités de développement | 76 050 | 76 050 |
| Autres réserves | 26 | 26 |
| Résultats non distribués | 392 007 | 369 229 |
| Réserves et résultats non distribuables (C) | 468 083 | 445 304 |
| Résultat de l'exercice (D) | 116 812 | 18 173 |
| Réserves de juste valeur sur les instruments de capitaux propres classés en JVOCI non recyclables (IFRS 9) | 44 041 | 40 689 |
| Réserves de couverture des flux de trésorerie | -20 546 | -39 429 |
| Réévaluation du passif au titre des régimes de retraite | 834 | 1 245 |
| Autres éléments du résultat global (E) | 24 330 | 2 505 |
| TOTAL (A+B+C+D+E) | 831 727 | 675 184 |

14.2 Structure du capital de la BOAD

a) Le tableau suivant donne la structure du capital de la Banque au 31 décembre 2019 en valeur nominale et sa répartition en actions. Chaque action confère à son titulaire les mêmes droits et obligations.

| ACTIONNAIRES | CAPITAL SOUSCRIT | % | nb d'action | CAPITAL APPELE | CAPITAL LIBERE | CAPITAL A LIBERER | CAPITAL SUJET A APPEL |
|-----------------------------|------------------|----------------|---------------|----------------|----------------|-------------------|-----------------------|
| | (1)=(2)+(5) | | | (2)=(3)+(4) | (3) | (4) | (5) |
| CATEGORIE A | | | | | | | |
| BENIN | 64 650 | 5,86% | 1 293 | 16 163 | 12 828 | 3 335 | 48 487 |
| BURKINA | 64 650 | 5,86% | 1 293 | 16 163 | 12 828 | 3 335 | 48 487 |
| COTE D'IVOIRE | 64 650 | 5,86% | 1 293 | 16 163 | 12 828 | 3 335 | 48 487 |
| GUINEE BISSAU | 64 650 | 5,86% | 1 293 | 16 163 | 10 928 | 5 235 | 48 487 |
| MALI | 64 650 | 5,86% | 1 293 | 16 163 | 12 828 | 3 335 | 48 487 |
| NIGER | 64 650 | 5,86% | 1 293 | 16 163 | 12 828 | 3 335 | 48 487 |
| SENEGAL | 64 650 | 5,86% | 1 293 | 16 163 | 12 828 | 3 335 | 48 487 |
| TOGO | 64 650 | 5,86% | 1 293 | 16 163 | 12 828 | 3 335 | 48 487 |
| BCEAO | 517 200 | 46,86% | 10 344 | 129 304 | 102 624 | 26 680 | 387 896 |
| | 1 034 400 | 93,73% | 20 688 | 258 608 | 203 348 | 55 260 | 775 792 |
| CATEGORIE B | | | | | | | |
| France | 38 400 | 3,48% | 768 | 9 600 | 8 000 | 1 600 | 28 800 |
| Allemagne | 2 000 | 0,18% | 40 | 2 000 | 2 000 | 0 | 0 |
| Belgique (1) | 5 600 | 0,51% | 112 | 1 400 | 1 400 | 0 | 4 200 |
| BEI | 4 000 | 0,36% | 80 | 1 000 | 1 000 | 0 | 3 000 |
| BAD | 6 000 | 0,54% | 120 | 1 500 | 1 357 | 143 | 4 500 |
| EXIM BANK INDE | 750 | 0,07% | 15 | 188 | 156 | 31 | 563 |
| CHINE POPULAIRE | 12 000 | 1,09% | 240 | 3 000 | 2 500 | 500 | 9 000 |
| MAROC | 500 | 0,05% | 10 | 125 | 119 | 6 | 375 |
| | 69 250 | 6,27% | 1 385 | 18 813 | 16 533 | 2 280 | 50 438 |
| | 1 103 650 | 100,00% | 22 073 | 277 421 | 219 881 | 57 540 | 826 230 |
| CAPITAL NON SOUSCRIT | 51 350 | | 1 027 | | | | |
| CAPITAL AUTORISE | 1 155 000 | | 23 100 | | | | |

(1) versement par anticipation d'un montant de 4 200MFCFA dans un compte sequestre

b) Le tableau ci-après présente le détail du « capital à libérer » figurant dans la structure du capital.

| | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|---------------|---------------|
| Capital à libérer hors coût lié à la libération différée du capital (a) | 55 740 | 67 975 |
| Coût lié à la libération différée du capital (b) | 1 800 | 2 865 |
| Capital à libérer (a+b) | 57 540 | 70 840 |

14.3 Fonds propres effectifs

Les fonds propres effectifs de la Banque se décomposent comme suit au 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018 :

| Eléments | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| A- Fonds propres de base * (=1+2) | 779 549 | 646 144 |
| 1- Capital et fonds assimilés | 219 881 | 206 580 |
| 2- Réserves et fonds assimilés | 559 668 | 439 564 |
| B- Fonds propres complémentaires | 65 842 | 61 587 |
| Fonds propres effectifs (=A+B) | 845 391 | 707 731 |

* Fonds propres pour risques

NOTE 15. MARGE SUR INTERETS ET COMMISSIONS

Les détails de cette rubrique se présentent comme suit :

| Marge sur intérêts et commissions | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|-----------------------------------|---------------|---------------|
| Intérêts et produits assimilés | 128 359 | 121 411 |
| Intérêts et charges assimilées | -78 302 | -84 911 |
| <i>Sous-total intérêts (A)</i> | <i>50 057</i> | <i>36 500</i> |
| Commissions (produits) | 3 903 | 3 758 |
| Commissions (charges) | -1 144 | -1 127 |
| <i>Sous-total commissions (B)</i> | <i>2 759</i> | <i>2 631</i> |
| TOTAL (A) + (B) | 52 816 | 39 131 |

15.1. Intérêts

Intérêts et produits assimilés

| Intérêts et produits assimilés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|----------------|
| Intérêts et produits assimilés / Créances interbancaires | 8 116 | 12 341 |
| Produits d'intérêts sur créances sur la clientèle | 102 951 | 92 328 |
| Produits d'intérêts sur prêts au personnel | 278 | 249 |
| Produits d'intérêts sur portefeuille titres | 15 953 | 14 963 |
| Commission d'engagement sur prêts | 1 061 | 1 530 |
| TOTAL | 128 359 | 121 411 |

Intérêts et charges assimilées

| Intérêts et charges assimilées | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|----------------|----------------|
| Charges d'intérêts sur dettes représentées par un titre | -62 955 | -64 225 |
| Charges d'intérêts sur autres dettes | -14 914 | -15 923 |
| Charges financières-effet d'actualisation | 0 | -4 054 |
| Produits / placements rétrocédés | 0 | 0 |
| Commission/engagement reçu | -433 | -709 |
| TOTAL | -78 302 | -84 911 |

15.2. Commissions

Commissions (produits)

| Commissions (produits) | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|--------------|--------------|
| Commissions acquises sur frais de dossier | 1 569 | 1 458 |
| Commissions GARI/ Garanties | 356 | 437 |
| Autres commissions Flat | 95 | 285 |
| Commission de garantie /émissions obligataires | 34 | 114 |
| Commissions d'arrangement et de services financiers | 1 583 | 1 219 |
| Commissions FEM et FA | 266 | 533 |
| Quote-part de commissions reversées aux partenaires | 0 | -288 |
| TOTAL | 3 903 | 3 758 |

Commissions (charges)

| Commissions (charges) | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|---------------|---------------|
| Autres charges/ dettes représentées par des titres | -276 | -423 |
| Autres commissions sur emprunts | -868 | -679 |
| Charges et pertes sur titres de placements | 0 | -25 |
| TOTAL | -1 144 | -1 127 |

NOTE 16. RISQUE DE CHANGE ET INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Les gains et pertes de change résultent de la mobilisation par la Banque de ressources en devises hors euros auprès de partenaires financiers et sur le marché financier international pour le financement des projets. Ils ont fait l'objet de couvertures par des opérations d'achat à terme et de swap. Les procédures de gestion du risque de change de la Banque sont décrites au niveau de la note 21.2.1. Risque de change.

Au 31 décembre 2019, l'impact au compte de résultat de l'évaluation des dettes en devises hors euros de la Banque auprès de différents partenaires financiers se présente comme suit :

| Gain/perte net sur opérations en devises | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Gain de change consommé | 58 | 50 |
| Gain de change potentiel | 0 | 0 |
| <i>Sous-total gain de change (A)</i> | 58 | 50 |
| Perte de change consommée | -153 | -72 |
| Perte de change potentielle | -9 551 | -42 407 |
| <i>Sous-total perte de change (B)</i> | -9 704 | -42 479 |
| Gain/Perte de change de nette C = (A)+(B) | -9 645 | -42 429 |
| <i>Gain/Perte sur instrument de couverture (D)</i> | 22 255 | 53 470 |
| TOTAL E = (C)+(D) | 12 610 | 11 041 |

NOTE 17. DIVIDENDES REÇUS

Le détail des dividendes perçus sur les participations de la Banque se présente comme suit :

| Dividendes reçus | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Dividendes BRVM | 84 | 112 |
| Dividendes DC BR | 56 | 84 |
| Dividendes BOA Bénin | 208 | 208 |
| Dividendes CIPREL | 1 092 | 422 |
| Dividendes BOA NG | 309 | 390 |
| Dividendes BDM-SA | 966 | 791 |
| Dividendes BNDE | | 90 |
| Dividendes AFREXIM Bank | 215 | |
| Dividendes SONIBANK | 294 | 239 |
| Dividendes PROPARCO | 29 | 133 |
| Dividendes Cauris Croissance I | | 419 |
| Dividendes Cauris Croissance II | | 132 |
| Dividendes SICAV Abdou Diouf | | 109 |
| Dividendes CNAS | 30 | |
| Dividendes CICA-RE | 44 | 42 |
| Dividendes Coris Bank International | 429 | 410 |
| Dividendes ORAGROUP | 87 | 101 |
| Dividendes Fidelis Finance | 48 | 21 |
| TOTAL | 3 891 | 3 703 |

NOTE 18. COÛT DU RISQUE

L'évolution du coût du risque au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 figure dans le tableau ci-dessous :

| Coût du risque | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|---------------|
| Dépréciations sur créances sur la clientèle | -24 997 | -14 572 |
| Reprise de dépréciations sur créances sur la clientèle | 23 866 | 16 525 |
| Dépréciations sur portefeuille titres | -42 | -202 |
| Reprise de dépréciations sur portefeuille titres | 19 | 0 |
| Perte sur créances couvertes par des dépréciations | -16 043 | -11 529 |
| Dépréciation sur autres éléments d'actif | -2 456 | 0 |
| Reprise de dépréciation sur autres éléments d'actif | 164 | 0 |
| TOTAL | -19 489 | -9 778 |

L'augmentation du coût du risque s'explique essentiellement par l'augmentation des créances en souffrance (Bucket 3).

La répartition du coût du risque par bucket se présente comme suit :

| Répartition du coût du risque par bucket | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|----------------|---------------|
| Bucket 1 | 58 | -748 |
| Bucket 2 | 4 038 | -1 095 |
| Bucket 3 | -23 585 | -7 935 |
| TOTAL | -19 489 | -9 778 |

NOTE 19. AUTRES RESULTATS D'EXPLOITATION

Les autres résultats d'exploitation s'élèvent à 66 562 MFCFA au 31 décembre 2019 contre 26 357 MFCFA au 31 décembre 2018. Ils se décomposent comme suit :

19.1 Dotations des états

Le montant de la dotation des Etats reste inchangé au 31 décembre 2019 et s'élève au 3 200 MFCFA.

19.2 Charges liées aux activités de développement

Ce poste regroupe les charges ayant un lien avec les activités de développement exercées par la BOAD notamment la bonification de projets non marchands et les études préalables au financement d'activités de développement.

| Charges liées aux activités de développement | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|--------------|--------------|
| Bonification d'intérêts | 1 881 | 3 924 |
| Autres charges d'activités de développement | 801 | 378 |
| Consommation finale sur études non concluantes | 0 | 872 |
| TOTAL | 2 682 | 5 174 |

19.3 Charges générales d'exploitation

Les charges générales d'exploitation de la Banque se détaillent comme suit :

| Charges d'exploitation générale | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---------------------------------|---------------|---------------|
| Charges de personnel (a) | 15 156 | 15 730 |
| Amortissements | 1 389 | 1 234 |
| Autres charges d'exploitation | 7 501 | 7 689 |
| TOTAL | 24 046 | 24 653 |

(a) Le détail des charges de personnel se présente comme suit au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 :

| Détail des charges de personnel | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|--|---------------|---------------|
| Salaires et traitements | 12 818 | 11 152 |
| Cotisations de sécurité sociale | 631 | 632 |
| Autres avantages de personnel à court terme (œuvres sociales, cantine, etc.) | 755 | 856 |
| Contribution à la viabilisation Cité BOAD | 0 | 2 692 |
| Fonds d'assurance maladie | 63 | 60 |
| Charges au titre des régimes à prestations définies (*) | 890 | 337 |
| TOTAL | 15 156 | 15 730 |

(*) En dehors du montant présenté dans les charges de personnel, les charges de l'exercice au titre des régimes à prestations définies comprennent un coût financier qui ressort à 465 MFCFA, enregistré en charges financières (voir note 13).

NOTE 20. RESULTAT NET DE LA PERIODE

| Résultat net de la période | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|----------------|---------------|
| Résultat hors don reçu | 26 812 | 18 173 |
| Don reçu pour renforcement de fonds propres | 90 000 | 0 |
| TOTAL | 116 812 | 18 173 |

L'exercice 2019 s'achève par un résultat bénéficiaire de 116 812 MFCFA. Le niveau exceptionnel du résultat s'explique par la décision du Conseil des Ministres de l'UEMOA de transférer à la BOAD, sous la forme d'un don, une partie des fonds du nouveau mécanisme de bonification pour un montant de 90 000 M FCFA.

L'objectif de ce don est de permettre le renforcement des fonds propres de la Banque dans le but d'augmenter sa capacité d'intervention au profit des pays de l'UEMOA.

Compte non tenu de ce don, le résultat de la Banque au 31 décembre 2019 serait de 26 812 M FCFA contre 18 173 M FCFA au 31 décembre 2018.

NOTE 21. GESTION DES RISQUES

La BOAD a adopté et met en œuvre des processus et dispositifs de quantification, de surveillance et de maîtrise de ses risques mesurables (risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels) adaptés à ses activités, à ses moyens et à son organisation et intégrés au dispositif de contrôle interne. Les principales catégories de risques (risque de crédit, risque de change, risque de taux d'intérêt, risque de liquidité et risque opérationnel) font l'objet de suivi dans le cadre de comités spécifiques (Comité des Engagements, Comité ALM etc.).

21.1. Risque de crédit

Le risque de crédit représente la perte financière encourue par la Banque lorsque des clients ou des contreparties d'un instrument financier ne respectent pas leurs obligations contractuelles. Le risque de crédit est la principale source de risque pour la Banque et découle essentiellement de ses opérations de prêts et de placement de sa trésorerie.

La gestion du risque de crédit s'appuie sur des normes et des procédures, des outils de pilotage, des systèmes de notation, une politique de provisionnement et de couverture des risques et un dispositif de surveillance rapprochée.

L'organisation globale de la gestion du risque de crédit se caractérise par :

- un processus d'octroi encadré, reposant sur la séparation entre les lignes métiers commerciales et les lignes métiers engagements (avis de seconde opinion),

- permettant un double regard objectif ;
- des limites d'engagement fixées en proportion des fonds propres pour Risques et validées par les organes délibérants ;
 - un système de notation interne composé de modèles spécifiques à chaque segment du portefeuille clientèle (souverain, entreprise, banque, projet en création, investissement en capital au niveau des entreprises, investissement en capital dans les banques) s'appuyant aussi bien sur des variables quantitatives que qualitatives propres au client et à son environnement socio-économique;
 - une politique de dépréciation des instruments de dette et d'évaluation de juste valeur des instruments de capital conforme à la norme IFRS 9.

21.1.1 Analyse de la qualité de crédit du portefeuille

La Banque a défini de façon précise les limites et procédures lui permettant d'encadrer a priori, de mesurer et de maîtriser les risques, sous forme d'un dispositif comportant notamment des limites globales formalisées pour ses engagements par secteur et des limites opérationnelles (contreparties/ contreparties liées).

L'exposition maximale de la Banque au risque de crédit avant prise en compte des garanties reçues se présente comme suit pour 2019 et 2018 :

| Exposition maximale de la Banque en termes de risque de crédit | 31/12/2019 | % | 31/12/2018 | % |
|--|------------------|-------------|------------------|-------------|
| Créances interbancaires | 50 119 | 2% | 70 144 | 3% |
| Encours bruts des prêts à la clientèle | 1 997 201 | 84% | 1 819 050 | 84% |
| Prêts au personnel | 10 963 | 0% | 10 751 | 0% |
| Encours bruts du portefeuille titres | 282 434 | 12% | 255 306 | 12% |
| Créances sur actionnaires à libérer | 6 882 | 0% | 6 882 | 0% |
| Actifs dérivés* | 35 286 | 1% | 1 065 | 0% |
| TOTAL | 2 382 885 | 100% | 2 163 197 | 100% |

* Perte éventuelle que la Banque aurait subie sur les emprunts en devises en l'absence de mise en place d'instruments de couverture.

21.1.2 Les limites d'intervention de la Banque liées au risque de crédit

Les limites d'intervention de la Banque sont définies par rapport à ses fonds propres pour risques (FPR) qui correspondent au capital libéré augmenté des réserves nettes et fonds assimilés et diminué des éléments de non valeurs.

21.1.2.1 Les prêts

Pour le secteur public non marchand (Etats) et marchand (entreprises publiques)

| Contreparties | Limite par opération | Niveau d'engagement par emprunteur toutes opérations confondues |
|------------------------------|----------------------|---|
| Etats | 5% des FPR | 55% des FPR |
| Entreprises publiques | 5% des FPR | 25% des FPR |

Pour le secteur privé

| Prêts directs et indirects | Limite par opération | Niveau d'engagement par emprunteur toutes opérations confondues et cumulées | Volume global maximum des risques individuels |
|--|--|---|--|
| Catégorie 1 Projets régionaux et ceux des secteurs des mines et de l'énergie, ou en faveur des Institutions Financières Nationales (IFN), de holding d'IFN ou d'organismes de promotion des PME et des technologies de l'information et de la communication, | 5% pour un maximum de 50% du coût total hors taxes du projet | 7% des FPR | Le volume global des risques atteignant individuellement 12,5% des FPR est limité à 5 fois les FPR |
| Catégorie 2 Financements indirects à travers les Institutions Financières Nationales (IFN), de holding d'IFN ou d'organismes de promotion des PME ainsi que pour des financements de prêts directs aux projets régionaux, aux projets des secteurs des mines et de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication | 7% pour un maximum de 50% du coût total hors taxes du projet | 10% des FPR | |

21.1.2.2 Les prises de participations (secteur public ou secteur privé)

Les limites relatives aux prises de participations figurent à la note 7. Participations.

21.1.2.3 Les opérations de financement par signature et financement à court terme

| Opérations | Limite par emprunteur et par opération |
|--|--|
| Garantie d'emprunt obligataire et d'opération de court terme | 5% des FPR |
| Financement court terme de trésorerie | 5% des FPR |
| Niveau d'engagement par emprunteur toutes opérations confondues (garantie d'emprunt, garantie d'opération de court terme, financement court terme de trésorerie) | 25% des FPR |

21.1.2.4 Les secteurs d'activité dominants

Le niveau d'engagement global dans l'un des secteurs dominants ci-après : Industries (agro-industrie, industries chimiques et pharmaceutiques, autres industries manufacturières...), télécommunications (Téléphonie, internet, centre d'appel), et hôtellerie et autres services, tout pays d'intervention confondu, ne doit dépasser à aucun moment cinquante pour cent (50 %) des FPR.

Toutefois, pour les secteurs Institutions Financières Nationales (IFN) et leurs holdings, les secteurs (Eau et Energie) et Infrastructures de transport (port et aéroport, chemin de fer, infrastructures routières), cette limite est fixée à soixante-quinze pour cent (75 %) des FPR.

L'encours marchand (privé et public marchand) des prêts se répartit comme suit par secteur d'activité au 31 décembre 2019 :

| Secteurs d'activités | 31/12/2019 | % | 31/12/2018 | % |
|--|----------------|-------------|----------------|-------------|
| Agriculture et Développement rural | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Industries | 75 669 | 12% | 93 592 | 15% |
| Finance et Assurance | 124 266 | 20% | 159 148 | 26% |
| Energie, Eau et Technologies de l'information et de la Communication | 255 921 | 41% | 209 828 | 34% |
| Hotellerie et autres services | 53 355 | 9% | 30 906 | 5% |
| Transport, Aménagement urbain et Environnement | 109 271 | 18% | 115 190 | 19% |
| TOTAL | 618 481 | 100% | 608 664 | 100% |

21.1.2.5 La répartition de l'encours par guichet et par pays

Pour la limite géographique, c'est-à-dire la limite par pays, la Banque ne peut pas engager dans un pays membre plus de 100% de ses FPR toutes opérations confondues et cumulées. La répartition de l'encours des prêts par guichet et par pays se présente comme suit au 31 décembre 2019 et au 31 décembre 2018 :

| PAYS | 31/12/2019 | | | Total 2019 | 31/12/2018 | | | Total 2018 |
|---------------|----------------|----------------|------------------|------------------|----------------|----------------|----------------|------------------|
| | FDC | FDE | Banque | | FDC | FDE | Banque | |
| BENIN | 92 160 | 14 204 | 67 121 | 173 485 | 87 051 | 10 833 | 64 612 | 162 496 |
| BURKINA FASO | 92 595 | 18 095 | 66 725 | 177 415 | 88 300 | 19 048 | 52 885 | 160 233 |
| CÔTE D'IVOIRE | 75 828 | 27 874 | 256 849 | 360 552 | 63 787 | 25 858 | 250 279 | 339 924 |
| GUINEE BISSAU | 73 136 | 9 826 | 33 392 | 116 355 | 69 198 | 7 858 | 21 356 | 98 412 |
| MALI | 104 967 | 10 448 | 111 312 | 226 728 | 100 049 | 9 404 | 93 399 | 202 852 |
| NIGER | 133 138 | 29 812 | 132 044 | 294 994 | 91 452 | 30 764 | 135 011 | 257 227 |
| SENEGAL | 115 788 | 18 890 | 207 535 | 342 214 | 100 421 | 18 591 | 186 636 | 305 648 |
| TOGO | 161 085 | 3 848 | 138 693 | 303 626 | 122 621 | 3 781 | 162 785 | 289 187 |
| HORS-UEMOA | | - | 1 833 | 1 833 | | | 3 070 | 3 070 |
| TOTAL | 848 699 | 132 998 | 1 015 504 | 1 997 201 | 722 879 | 126 137 | 970 034 | 1 819 050 |

21.1.3 Description du système de notation interne du portefeuille de la Banque

Toutes les contreparties bénéficiant d'un concours de la Banque font l'objet d'une notation, au moins une fois par an. Pour ce faire, la Banque dispose de six (6) modèles : « Sovereign » (Etats), « Corporate » (Entreprises en portefeuille), « Bank » (Banques en portefeuille), « Project Finance » (financement de projet en création), « Bank Private Equity » (prise de participation en Banque) et « Corporate Private Equity » (prise de participation en entreprise).

21.1.3.1 Le masterscale interne de la Banque

La grille de notation interne de la Banque comprend 21 positions complétées par l'appréciation du risque. A chaque échelle correspond une probabilité de défaut. Le « masterscale interne » de la Banque avec un mapping vers les notations externes se présente comme suit :

| | PD | GEMs | Moody's | SP | Fitch | Appreciation |
|----|---------|------|---------|------|-------|--------------------|
| 1 | 0,00% | GI1 | Aa3 | AA- | AA- | Excellent |
| 2 | 0,00% | GI2 | A2 | A | A | Très bien |
| 3 | 0,00% | GI3 | A3 | A- | A- | |
| 4 | 0,00% | GI4 | A3 | A- | A- | |
| 5 | 0,01% | GI5 | Baa1 | BBB+ | BBB+ | |
| 6 | 0,01% | GI6 | Baa1 | BBB+ | BBB+ | Bien |
| 7 | 0,04% | GI7 | Baa2 | BBB | BBB | |
| 8 | 0,09% | GI8 | Baa3 | BBB- | BBB- | |
| 9 | 0,17% | GI9 | Ba1 | BB+ | BB+ | Assez bien |
| 10 | 0,42% | GI10 | Ba1 | BB+ | BB+ | |
| 11 | 1,28% | Gs1 | Ba2 | BB | BB | |
| 12 | 1,96% | Gs2 | Ba2 | BB | BB | |
| 13 | 3,16% | Gs3 | Ba3 | BB- | BB- | |
| 14 | 3,75% | Gs4 | B1 | B+ | B+ | Acceptable |
| 15 | 3,98% | Gs5 | B2 | B | B | |
| 16 | 4,74% | Gs6 | B3 | B- | B- | Faible |
| 17 | 8,28% | Gs7 | Caa1 | CCC+ | CCC+ | Attention spéciale |
| 18 | 17,64% | Gs8 | Caa2 | CCC | CCC | |
| 19 | 28,40% | Gs9 | Caa2 | CCC | CCC | |
| 20 | 46,21% | Gs10 | Caa3 | CCC- | CCC- | |
| 21 | 100,00% | D | D | D | D | |

21.1.3.2 Facteurs qualitatifs et quantitatifs pris en compte dans la notation

Pour chaque modèle de scoring, des facteurs quantitatifs et qualitatifs distincts avec des pondérations spécifiques ont été retenus. Les pondérations sont basées sur des méthodes statistiques, les jugements à dire d'expert et les résultats d'un benchmark auprès d'autres banques de développement multilatérales. Les scores sont statistiquement transformés en probabilités de défaut sous la contrainte de la « central tendency » et d'un plafond de notation défini pour chaque modèle.

21.1.4 Politique de dépréciation de la Banque

En fonction de ses activités, la Banque gère deux types de risque de crédit, à savoir un risque de crédit souverain et un risque de crédit non souverain.

21.1.4.1 Risque souverain et risque non souverain

Risque souverain

Le risque de crédit souverain ou non marchand se rapporte aux prêts accordés aux Etats. Ce risque est essentiellement géré par la Banque à travers les suspensions des décaissements et de la présentation de nouveaux dossiers en cas d'impayés.

Risque non souverain

Le risque de crédit non souverain ou marchand est lié aux prêts accordés par la Banque à des emprunteurs du secteur privé ou entités publiques à gestion commerciale. La gestion de ce risque se traduit par la constatation anticipée (buckets 1 et 2) et en temps réel (bucket 3) des pertes de crédit attendues.

Répartition des encours par type de risque et par rating

Le tableau suivant présente la répartition du portefeuille de prêts et de titres de placement (évalué au coût amorti) de la Banque en termes d'encours bruts par échelle de notation :

| Exposition du portefeuille en termes d'encours par rating | | Souverain | | Non Souverain | | Ensemble | |
|---|--------|------------------|-------------|----------------|-------------|------------------|--------------|
| Appréciation | Rating | Encours | Encours (%) | Encours | Encours (%) | Encours | Encours (%) |
| Assez bien | GI9 | 378 921 | 27% | 0 | 0% | 378 921 | 61% |
| Assez bien | GI10 | 123 258 | 9% | 0 | 0% | 123 258 | 20% |
| Assez bien | Gs1 | 355 279 | 26% | 0 | 0% | 355 279 | 57% |
| Assez bien | GS2 | 153 465 | 11% | 84 841 | 14% | 238 306 | 39% |
| Assez bien | Gs3 | 0 | 0% | 160 842 | 26% | 160 842 | 26% |
| Acceptable | Gs4 | 0 | 0% | 32 763 | 5% | 32 763 | 5% |
| Acceptable | Gs5 | 251 443 | 18% | 143 502 | 23% | 394 945 | 64% |
| Faible | Gs6 | 116 354 | 8% | 123 301 | 20% | 239 655 | 39% |
| Attention spéciale | Gs7 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Attention spéciale | Gs8 | 0 | 0% | 13 961 | 2% | 13 961 | 2% |
| Attention spéciale | Gs9 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Attention spéciale | Gs10 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Defaut | D | 0 | 0% | 59 270 | 10% | 59 270 | 10% |
| Créances à la clientèle | | 1 378 720 | 100% | 618 481 | 100% | 1 997 201 | 323% |
| Assez bien | GI9 | 85 500 | 33% | 0 | 0% | 85 500 | 359% |
| Assez bien | GI10 | 50 000 | 19% | 0 | 0% | 50 000 | 210% |
| Assez bien | Gs1 | 70 698 | 27% | 0 | 0% | 70 698 | 297% |
| Assez bien | GS2 | 34 000 | 13% | 11 217 | 47% | 45 217 | 190% |
| Assez bien | Gs3 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Acceptable | Gs4 | 0 | 0% | 0 | 0% | 0 | 0% |
| Acceptable | Gs5 | 18 419 | 7% | 12 600 | 53% | 31 019 | 130% |
| Portefeuille titres | | 258 617 | 100% | 23 817 | 100% | 282 434 | 1186% |
| Ensemble | | 1 637 338 | 100% | 642 298 | 100% | 2 279 636 | 100% |

21.1.4.2 Détermination des dépréciations sur prêts et créances

a) Principes généraux

L'adéquation du niveau de provisionnement au niveau de risques, basé sur la norme IFRS 9 applicable depuis le 1^{er} janvier 2018, est revue à chaque date d'arrêt.

Indépendamment du risque, toutes les contreparties concernées sont classées dans le bucket 1 à l'entrée. Elles sont ensuite reclassées dans le bucket 2 ou dans le bucket 3 en fonction de l'évolution de leur notation en termes de dégradation significative. L'appréciation de la dégradation significative du risque de crédit se base sur des critères quantitatifs et qualitatifs. A titre d'exemple, le critère quantitatif retenu est la baisse d'au moins deux crans entre la première date de notation et la notation à la date d'arrêt.

L'évaluation de la dégradation significative du risque de crédit intègre des informations prospectives. Toutes les nouvelles relations sont soumises à un processus rigoureux d'approbation et requièrent un minimum de notation de crédit initiale ou ex-post. Il est procédé à l'actualisation de la notation de chaque contrepartie marchande de la Banque afin de se prémunir, dans une certaine mesure, contre d'éventuels risques d'insolvabilité de ses relations pour des raisons, soit de détérioration de l'environnement, soit d'absence de bonne gouvernance qui affecteraient la situation financière des entreprises concernées.

En particulier au niveau du bucket 3, la Banque a adopté un dispositif qui lui permet d'analyser son portefeuille et d'appliquer des règles permettant de présenter un portefeuille de qualité.

Le montant de la dépréciation est égal à la différence entre la valeur comptable de l'actif

(exposition) et la valeur des flux de trésorerie futurs attendus actualisés au taux d'intérêt effectif de l'actif lors de la comptabilisation initiale.

b) Répartition des ECL par bucket et par catégorie de contrepartie

| Catégorie de contrepartie | 2019 | | | | | | | | 2018 | |
|---------------------------|--------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|------------|
| | Bucket 1 | % | Bucket 2 | % | Bucket 3 | % | Total | % | Montants | % |
| Souverain | 1 438 | 22% | 2 019 | 17% | 0 | 0% | 3 458 | 6% | 3 288 | 6% |
| Public | 1 694 | 26% | 3 007 | 25% | 0 | 0% | 4 701 | 8% | 5 451 | 10% |
| Privé | 3 450 | 52% | 7 201 | 59% | 38 077 | 100% | 48 727 | 86% | 44 388 | 78% |
| TOTAL PRÊTS (A) | 6 582 | 100% | 12 227 | 100% | 38 077 | 100% | 56 886 | 100% | 53 126 | 93% |
| Souverain | 155 | 33% | 0 | 0 | 0 | 0 | 155 | 33% | 155 | 35% |
| Privé | 312 | 67% | 0 | 0 | 0 | 0 | 312 | 67% | 288 | 62% |
| TOTAL TITRES (B) | 467 | 100% | 0 | 0% | 0 | 0% | 467 | 100% | 444 | 97% |
| TOTAL ECL (A+B) | | | | | | | 57 353 | | 53 570 | |

c) Répartition des ECL par bucket et par secteur

| Secteurs d'activité | 2019 | | | | | | | | 2018 | |
|--|--------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | Bucket 1 | | Bucket 2 | | Bucket 3 | | Total | | Montants | % |
| Agriculture et Développement rural | 342 | 5% | 356 | 3% | 114 | 0% | 813 | 1% | 0 | 0% |
| Energie, Eau et Technologies de l'information et de la Communication | 2 214 | 31% | 4 204 | 34% | 16 426 | 43% | 22 844 | 40% | 9 542 | 18% |
| Finance et Assurance | 1 044 | 15% | 1 416 | 12% | 1 583 | 4% | 4 043 | 7% | 10 492 | 20% |
| Hotellerie et autres services | 316 | 4% | 2 266 | 19% | 11 769 | 31% | 14 351 | 25% | 9 432 | 18% |
| Industrie | 545 | 8% | 2 002 | 16% | 8 185 | 21% | 10 731 | 19% | 15 083 | 28% |
| Transport, Aménagement urbain et Environnement | 2 121 | 30% | 1 984 | 16% | - | 0% | 4 104 | 7% | 8 577 | 16% |
| ECL PRÊTS (A) | 6 582 | 93% | 12 227 | 100% | 38 077 | 100% | 56 886 | 99% | 53 126 | 99% |
| Finance et Assurance | 467 | 7% | 0 | 0% | | 0% | 467 | 1% | 444 | 1% |
| ECL TITRES (B) | | | | | | | | | | |
| TOTAL ECL (A+B) | 7 049 | 100% | 12 227 | 100% | 38 077 | 100% | 57 353 | 100% | 53 570 | 100% |

d) Répartition des ECL par bucket et par pays

| Pays | 2019 | | | | | | | | 2018 | |
|---------------------|--------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|---------------|-------------|
| | Bucket 1 | % | Bucket 2 | % | Bucket 3 | % | Total | % | Montants | % |
| BENIN | 387 | 6% | 1 429 | 12% | 1 128 | 3% | 2 944 | 5% | 7 352 | 14% |
| BURKINA FASO | 466 | 7% | 0 | 0% | 933 | 2% | 1 399 | 2% | 1 946 | 4% |
| CÔTE D'IVOIRE | 2 187 | 33% | 3 308 | 27% | 1 302 | 3% | 6 798 | 12% | 10 586 | 20% |
| GUINEE BISSAU | 23 | 0% | 2 019 | 17% | 0 | 0% | 2 043 | 4% | 1 942 | 4% |
| MALI | 670 | 10% | 3 259 | 27% | 0 | 0% | 3 928 | 7% | 3 308 | 6% |
| NIGER | 886 | 13% | 1 583 | 13% | 1 583 | 4% | 4 052 | 7% | 3 053 | 6% |
| SENEGAL | 922 | 14% | 305 | 2% | 20 530 | 54% | 21 757 | 38% | 6 551 | 12% |
| TOGO | 1 041 | 16% | 305 | 2% | 12 600 | 33% | 13 947 | 25% | 18 314 | 34% |
| HORS-UEMOA | 0 | 0% | 18 | 0% | 0 | 0% | 18 | 0% | 74 | 0% |
| TOTAL PRÊTS | 6 582 | 100% | 12 227 | 100% | 38 077 | 100% | 56 886 | 100% | 53 126 | 100% |
| BENIN | 15 | 3% | 0 | 0% | 0 | 0% | 15 | 3% | 15 | 3% |
| BURKINA FASO | 204 | 44% | 0 | 0% | 0 | 0% | 204 | 44% | 40 | 9% |
| CÔTE D'IVOIRE | 5 | 1% | 0 | 0% | 0 | 0% | 5 | 1% | 144 | 32% |
| MALI | 42 | 9% | 0 | 0% | 0 | 0% | 42 | 9% | 75 | 17% |
| NIGER | 30 | 7% | 0 | 0% | 0 | 0% | 30 | 7% | 36 | 8% |
| SENEGAL | 16 | 3% | 0 | 0% | 0 | 0% | 16 | 3% | 35 | 8% |
| TOGO | 154 | 33% | 0 | 0% | 0 | 0% | 154 | 33% | 99 | 22% |
| TOTAL TITRES | 467 | 100% | 12 245 | 0% | 38 077 | 0% | 467 | 100% | 444 | 100% |
| TOTAL ECL | | | | | | | 57 353 | | 53 570 | |

21.2. Risque de marché

21.2.1. Risque de change – transactions en monnaie étrangère

Le risque de change est l'éventualité d'enregistrer des pertes liées à une évolution défavorable des taux de change sur le marché. Au niveau de la BOAD, le risque de change résulte du fait qu'une partie des emprunts est libellée en devises, alors que l'actif du bilan est libellé en FCFA. La Banque peut de ce fait enregistrer des baisses de rentabilité, en rapport avec des variations défavorables du cours de certaines devises par rapport à l'euro, la parité étant fixe entre l'euro et le FCFA.

21.2.1.1 Comptabilité de couverture

Pour se couvrir contre les fluctuations des cours des devises, la Banque a procédé à la mise en place de contrats de couverture (contrats à terme de devises et cross currency swap) sur ses emprunts en DTS et en dollars. Par ces contrats, la Banque couvre 100% de son exposition estimée au risque de change (devises hors euros). La plupart des contrats signés ont à la date de clôture, une échéance d'au moins un an qui est renouvelable à chaque maturité. La politique de la Banque consiste à aligner les conditions essentielles des contrats de couverture avec celles des éléments couverts.

Détermination d'un lien économique

La Banque détermine l'existence d'un lien économique entre l'instrument de couverture et l'élément couvert en fonction de la devise, du montant et du calendrier de leurs flux de trésorerie respectifs.

Les conditions essentielles (comme la valeur nominale, l'échéance et le sous-jacent) de l'instrument de couverture et de l'élément couvert sont en parfaite concordance. En effet, les caractéristiques des emprunts et de leurs instruments de couverture sont identiques. De ce fait, les deux varient en sens inverse sous l'impulsion d'un même risque. En conséquence, conformément à la norme IFRS 9-B6.4.14, il existe un lien économique entre les emprunts libellés en devises hors euros de la Banque et les instruments de couverture mis en place.

Ratio de couverture

La Banque couvre la totalité de son exposition au risque de change en devises (hors euros). Les montants couverts sont les mêmes que les notionnels de la couverture. En conséquence, le ratio de couverture est de 100%.

Source d'inefficacité

Pour tous les instruments de couverture de la Banque, l'inefficacité pourrait provenir de certaines prises de décisions affectant les maturités et échéanciers des éléments couverts tels que les remboursements anticipés de certains emprunts remettant en cause la concordance entre les caractéristiques des éléments couverts et les instruments de couverture.

Au 31 décembre 2019, l'inefficacité des couvertures est jugée non significative.

Echéancier du notionnel

Au 31 décembre 2019, l'échéancier du notionnel des couvertures est le même que celui des emprunts couverts.

Le tableau ci-après présente les montants respectifs de la juste valeur et du notionnel des actifs et passifs financiers dérivés au 31 décembre 2019 et 2018 :

| Instruments financiers | Notes | 31/12/2019 | | | 31/12/2018 | | |
|---|-------|---------------|---------------|------------------|--------------|---------------|------------------|
| | | Actif | Passif | Notionnel | Actif | Passif | Notionnel |
| Actifs dérivés à la juste valeur (FVH) | 8 | 1 093 | | 72 858 | 0 | | |
| Actifs dérivés en flux de trésorerie (CFH) | | 34 193 | | 880 520 | 1 065 | | 41 561 |
| Passifs dérivés à la juste valeur (FVH) | 12 | | 0 | 0 | | 1 110 | 65 464 |
| Passifs dérivés en flux de trésorerie (CFH) | | | 16 868 | 673 775 | | 22 675 | 903 795 |
| Total | | 35 286 | 16 868 | 1 627 153 | 1 065 | 23 786 | 1 010 821 |

21.2.1.2 Structure de la dette au 31 décembre 2019

La structure de la dette en principal sur les autres emprunts auprès des partenaires extérieurs et les dettes représentées par des titres se présente comme ci-dessous au 31 décembre 2019 :

| Structure de la dette au 31/12/2019 | | | | | | | |
|-------------------------------------|--------------------|---------------------|-------------------------------|-------------|-------------------------|--|-------------------------------|
| Devises | Montant en devises | Cours au 31/12/2019 | Encours actualisé (en MF CFA) | | % du Total emprunts (D) | % des emprunts en devises hors euros (A) | % des emprunts en devises (B) |
| JPY | - | - | - | | | | |
| USD | 2 429 601 483,89 | 583,90 | 1 418 644 | | 65,79% | 96,05% | 73,84% |
| DTS | 72 093 297,54 | 809,52 | 58 361 | | 2,71% | 3,95% | 3,04% |
| CHF | - | - | 0 | | 0,00% | 0,00% | 0,00% |
| TOTAL HORS Euros (A) | | | 1 477 005 | 77% | 68,50% | 100% | |
| Euro | 677 052 215,98 | 655,96 | 444 117 | 23% | 20,60% | | 23,12% |
| TOTAL HORS F CFA (B) | | | 1 921 122 | 100% | | | |
| F CFA émissions internes ('C) | | | 235 124 | | 10,90% | | |
| TOTAL EMPRUNTS D= (B)+('C) | | | 2 156 247 | | 100% | | |

21.2.1.3 Analyse de la sensibilité au risque de change

La sensibilité au taux de change est mesurée en termes d'impact des variations de taux de change sur les remboursements de ressources d'emprunt. Un impact positif équivaut à une économie réalisée sur le montant des remboursements (gain) tandis qu'un impact négatif équivaut à un surcoût de remboursement (perte). Les cours à la date d'arrêté du bilan, soit le 31 décembre 2019, sont les cours réels à cette date et les variations de +/- 10% correspondent aux cours anticipés du trimestre suivant la date d'arrêté. Il convient de préciser qu'à l'actif, tous les prêts sont accordés en FCFA et sont remboursés en FCFA. **L'impact bilanciel de l'analyse de la sensibilité au risque de change est nul en raison des couvertures mises en place.**

21.2.2. Risque de taux d'intérêt

C'est le risque pour la Banque de voir sa rentabilité affectée négativement suite à des variations défavorables de taux d'intérêt. Le risque de taux se matérialise dans le cas où des actifs d'une durée et d'un taux donnés sont adossés à des passifs d'une durée et/ou d'un type de taux différents.

21.2.2.1 Sources de l'exposition au risque de taux d'intérêt et stratégie de la Banque

L'exposition de la Banque au risque de taux d'intérêt provient (i) de la sensibilité au taux d'intérêt associée à la marge nette entre le taux que la Banque applique à ses actifs et le taux auquel elle contracte les emprunts qui financent ses actifs, (ii) de la sensibilité au taux d'intérêt associée à la marge que la Banque gagne sur ses actifs financés sur fonds propres et (iii) de la sensibilité au taux d'intérêt associée à la marge que la Banque gagne sur ses actifs financés à la fois sur fonds propres et sur emprunts.

La politique financière de la Banque cherche à optimiser sa rentabilité en veillant à un adossement correct entre les caractéristiques de chaque catégorie d'actifs avec celles du passif correspondant. Il convient de préciser que l'actif et le passif de la Banque sont à taux fixe. A cet effet, la Banque n'applique pas de comptabilité de couverture pour couvrir le risque de taux d'intérêt.

21.2.2.2 Analyse de la sensibilité au risque de taux d'intérêt

Le bilan de la Banque peut être analysé suivant plusieurs périmètres à savoir (i) le bilan et le hors bilan, (ii) l'activité banque seule ou (iii) l'activité FDC seule. Ensuite, sur la base de la courbe des taux, il est fait une variation de +/- 1% des différents taux du marché. Les résultats de l'analyse sont résumés dans le tableau ci-dessous :

| Périmètre (sans les engagements hors bilan) | 31/12/2019 | | 31/12/2018 | |
|---|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|
| | Variation | Impact jusqu'à un an | Variation | Impact jusqu'à un an |
| Activité Banque seule | + 100 points de base | + 9 535 | + 100 points de base | + 4 485 |
| Activité Banque seule | - 100 points de base | - 9 535 | - 100 points de base | -4 485 |
| Activité FDC seule | + 100 points de base | - 2 891 | + 100 points de base | -152 |
| Activité FDC seule | - 100 points de base | + 2 891 | - 100 points de base | + 152 |

Il ressort du test de sensibilité que le profil du bilan de la Banque est caractérisé par un gap de ressources sur l'activité FDC. Il convient de préciser que conformément à sa politique de gestion du risque de taux, la Banque n'emprunte pas à taux variable. **L'impact de l'analyse de la sensibilité au taux sur les capitaux propres est nul.**

21.3. Risque de liquidité

Concernant le risque de liquidité, c'est-à-dire le risque pour l'institution de ne pas respecter ses engagements financiers en temps opportun et à des prix raisonnables, il est géré à travers la mesure du degré de transformation et de l'adéquation Emplois/Ressources. Le Comité de Gestion Actif-Passif (ALM), à travers l'analyse des gaps et des durations, veille à la bonne adéquation, en montant et en durée, des emplois et des ressources contribuant ainsi à la gestion du risque de liquidité.

Les détails sur les maturités de l'actif et du passif sur une base non actualisée se présentent comme suit au 31 décembre 2019 :

| | Encours courants durant l'année 2020 | | | AU DELA (Encours non courants) | | Total |
|---|--------------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|------------------|------------------|
| |]0 mois; 1 mois] |]1 mois;6 mois] |]6 mois; 12 mois] |]1 an; 5 ans] | >5 ans | |
| Caisse+Banque-solde départ | 442 151 | | | | | 442 151 |
| Dépôt à terme | 8 000 | 98 000 | 28 000 | | | 134 000 |
| Actifs destinés à être cédés | | | 2 245 | | | 2 245 |
| Prêts interbancaires (PIB) | | 17 500 | 32 619 | | | 50 119 |
| Créances sur la clientèle | 396 | 139 444 | 135 507 | 1 060 439 | 649 641 | 1 985 427 |
| Prêts au personnel | 209 | 1 023 | 1 408 | 5 012 | 3 311 | 10 963 |
| Titres de placements | 1 825 | 22 008 | 32 024 | 85 913 | 146 726 | 288 496 |
| Participations | | | | | 138 656 | 138 656 |
| Actionnaires | | | 6 882 | | | 6 882 |
| Actifs dérivés | | | | 35 286 | | 35 286 |
| Comptes de régularisation actif | | | 1 778 | | | 1 778 |
| Autres actifs | | | | | 7 406 | 7 406 |
| TOTAL BILAN ACTIF (A) | 452 581 | 277 975 | 240 463 | 1 186 649 | 945 740 | 3 103 409 |
| Dettes interbancaires (Cauris, ROPPA, AFD) | 2 463 | | | | | 2 463 |
| Dettes sous forme de titres à long terme | 0 | 76 221 | 22 383 | 774 453 | 795 811 | 1 668 868 |
| Dettes externes à long terme | 270 | 47 103 | 38 710 | 229 031 | 202 624 | 517 738 |
| Fonds affectés | | | | | 42 739 | 42 739 |
| Provisions | | | | | 8 231 | 8 231 |
| Passifs dérivés | | | | 16 868 | | 16 868 |
| Comptes de régularisation passif | | | 18 380 | | | 18 380 |
| Autres passifs | | | | | 3 432 | 3 432 |
| TOTAL BILAN PASSIF (hors capitaux propres) (B) | 2 733 | 123 325 | 79 473 | 1 020 352 | 1 052 837 | 2 278 720 |

Les détails sur les maturités de l'actif et du passif sur une base non actualisée se présentent comme suit au 31 décembre 2018 :

| | Encours courants durant l'année 2019 | | | AU DELA (Encours non courants) | | Total |
|---|--------------------------------------|-----------------|-------------------|--------------------------------|------------------|------------------|
| |]0 mois; 1 mois] |]1 mois;6 mois] |]6 mois; 12 mois] |]1 an; 5 ans] | >5 ans | |
| Caisse+Banque-solde départ | 167 780 | | | | | 167 780 |
| Dépôt à terme | 25 006 | 78 000 | | | | 103 006 |
| Prêts interbancaires (PIB) | 26 144 | 14 000 | 30 000 | | | 70 144 |
| Créances sur la clientèle | 20 059 | 54 221 | 85 615 | 689 379 | 952 247 | 1 801 520 |
| Prêts au personnel | 274 | 1 249 | 1 790 | 6 446 | 992 | 10 751 |
| Titres de placements | 8 928 | 24 467 | 15 340 | 149 023 | 63 719 | 261 476 |
| Participations | | | | | 126 559 | 126 559 |
| Actionnaires | | | 6 882 | 0 | 0 | 6 882 |
| Actifs dérivés | | | | 1 065 | | 1 065 |
| Comptes de régularisation actif | | | 2 121 | | | 2 121 |
| Autres actifs | | | 9 317 | | | 9 317 |
| TOTAL BILAN ACTIF (A) | 248 191 | 171 937 | 151 065 | 845 913 | 1 143 517 | 2 560 623 |
| Dettes interbancaires (Cauris, ROPPA, AFD) | 6 625 | | | | | 6 625 |
| Dettes sous forme de titres à long terme | 25 470 | 67 503 | 22 382 | 661 296 | 477 222 | 1 253 872 |
| Dettes externes à long terme | | 35 978 | 32 776 | 226 447 | 184 601 | 479 802 |
| Fonds affectés | | | | | 113 251 | 113 251 |
| Provisions | | | | | 7 539 | 7 539 |
| Passifs dérivés | | | | 23 760 | 26 | 23 786 |
| Comptes de régularisation passif | | | 5 730 | | | 5 730 |
| Autres passifs | | | | | 2 401 | 2 401 |
| TOTAL BILAN PASSIF (hors capitaux propres) (B) | 32 095 | 103 481 | 60 888 | 911 503 | 785 039 | 1 890 605 |

Par ailleurs, la Banque dispose d'une politique de liquidité. Cette politique oblige à s'assurer de la détention, à tout moment, d'un volant de liquidités permettant de faire face aux décaissements sur opérations bancaires ou administratives, ainsi que pour le service de la dette.

La norme est de détenir en avoirs liquides, au minimum, l'équivalent de neuf (09) à douze (12) mois de décaissements nets sur prêts (décaissements sur prêts moins remboursements obtenus) et de remboursement de la dette contractée.

21.4. Risques opérationnels

L'implémentation du suivi des risques opérationnels au sein de la BOAD est inspirée des

normes de Bâle en vue de la conformité aux meilleures pratiques internationales.

La démarche vise à atteindre les objectifs suivants : (i) accroître la maîtrise des risques en développant une culture risque à la Banque, (ii) appréhender en amont les risques portés par le développement des activités, (iii) tenir informer le top Management des principaux risques et le mécanisme de leur suivi et (iv) améliorer le contrôle interne.

Elle permet en outre d'orienter les efforts en fonction du caractère prioritaire des risques et de prendre les mesures permettant d'améliorer le dispositif de contrôle interne.

L'approche de gestion des risques opérationnels repose sur l'établissement et l'actualisation annuelle de la cartographie des risques. La méthodologie retenue présente les caractéristiques suivantes :

- l'approche par métier avec la constitution et la mise à jour d'une cartographie des processus ;
- l'identification des risques à travers les catégories de risques baloises permettant d'affiner les typologies des risques ;
- la cotation des risques identifiés ;
- la cotation des risques nets à partir d'une grille définissant les niveaux de probabilité et de gravité (impact) ;
- l'identification des plans d'actions destinés à réduire ces risques ;
- la désignation d'un propriétaire de risque en face de chaque risque identifié.

La base de données d'incidents est élaborée et mise à jour avec la collecte des incidents par les Correspondants Risques Opérationnels (CRO) à travers un outil automatisé et consolidée progressivement de manière à obtenir les pertes de profondeur suffisante pour leur analyse.

NOTE 22. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente la classification des actifs et des passifs financiers de la Banque ainsi que leur juste valeur au 31 décembre 2019.

22.1 Classification des instruments financiers

Au 31 décembre 2019, la classification des actifs et passifs financiers se présente comme suit :

| Instruments financiers | Actifs et passifs financiers à la JV par le résultat | Actifs et passifs financiers à la JV OCI recyclables | Actifs et passifs financiers à la JV OCI non recyclables | Actifs et passifs financiers au coût amorti | Montant total de la valeur comptable | Montant total de la JV |
|---|--|--|--|---|--------------------------------------|------------------------|
| - Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | | 576 151 | 576 151 | 576 151 |
| - Créances interbancaires | | | | 50 119 | 50 119 | 50 119 |
| - Portefeuille titres- titres de dettes | | | | 288 496 | 288 496 | 288 496 |
| - Créances sur la clientèle | | | | 1 985 427 | 1 985 427 | 1 985 427 |
| - Prêts au personnel | | | | 10 963 | 10 963 | 10 963 |
| - Créances sur actionnaires | | | | 6 882 | 6 882 | 6 882 |
| - Instruments de capitaux propres | 10 436 | | 128 220 | | 138 656 | 138 656 |
| - Actifs dérivés de couverture | 35 286 | | | | 35 286 | 35 286 |
| Montant total des actifs financiers | 45 721 | 0 | 128 220 | 2 918 038 | 3 091 980 | 3 091 980 |
| - Emprunts | | | | 2 189 070 | 2 189 070 | 2 189 070 |
| - Passifs dérivés de couverture | 16 868 | | | | 16 868 | 16 868 |
| Montant total des passifs financiers | 16 868 | 0 | 0 | 2 189 070 | 2 205 938 | 2 205 938 |

Au 31 décembre 2018, la classification des actifs et passifs financiers se présente comme

suit :

| Instruments financiers | Actifs et passifs financiers à la JV par le résultat | Actifs et passifs financiers à la JV OCI recyclables | Actifs et passifs financiers à la JV OCI non recyclables | Actifs et passifs Financiers au coût amorti | Montant total de la valeur comptable | Montant total de la JV |
|---|--|--|--|---|--------------------------------------|------------------------|
| - Trésorerie et équivalents de trésorerie | | | | 270 786 | 270 786 | 270 786 |
| - Créances interbancaires | | | | 70 144 | 70 144 | 70 144 |
| - Portefeuille titres | | | | 261 476 | 261 476 | 261 476 |
| - Créances sur la clientèle | | | | 1 812 271 | 1 812 271 | 1 812 271 |
| - Créances sur actionnaires | | | | 6 882 | 6 882 | 6 882 |
| - Participations | 8 014 | | 118 545 | 0 | 126 559 | 126 559 |
| - Actif dérivés | 1 065 | | | 0 | 1 065 | 1 065 |
| - Montants à recevoir | | | | 11 438 | 11 438 | 11 438 |
| Montant total des actifs financiers | 9 080 | 0 | 118 545 | 2 432 997 | 2 560 621 | 2 560 621 |
| Emprunts | | | | 1 740 300 | 1 740 300 | 1 740 300 |
| Passifs dérivés | 23 786 | | | | 23 786 | 23 786 |
| Montant à payer | | | | 128 921 | 128 921 | 128 921 |
| Montant total des passifs financiers | 23 786 | 0 | 0 | 1 869 221 | 1 893 006 | 1 893 006 |

22.2 Niveaux de juste valeur des instruments financiers

Le tableau ci-dessous classe les instruments financiers comptabilisés à la juste valeur par niveau de juste valeur :

| | Niveau 1. Cours de marchés actifs | | Niveau 2. Techniques d'évaluation dont toutes les données importantes sont fondées sur des informations de marché observables | | Niveau 3. Techniques d'évaluation dont les données importantes ne sont pas fondées sur des informations de marché observables | | Montant total | |
|---|-----------------------------------|---------------|---|---------------|---|----------------|----------------|----------------|
| | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2019 | 31/12/2018 | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
| Actifs dérivés de couverture | | | 35 286 | 1 065 | | | 35 286 | 1 065 |
| Instruments de capitaux propres à la juste valeur par le résultat | | | 10 436 | 8 014 | | | 10 436 | 8 014 |
| Instruments de capitaux propres à la JV OCI non recyclables | 21 156 | 16 866 | - | - | 107 064 | 101 679 | 128 220 | 118 545 |
| Montant total des actifs financiers | 21 156 | 16 866 | 45 722 | 9 080 | 107 064 | 101 679 | 173 941 | 127 625 |
| Passifs dérivés de couverture | | | 16 868 | 23 786 | | | 16 868 | 23 786 |
| Montant total des passifs financiers | - | - | 16 868 | 23 786 | - | - | 16 868 | 23 786 |

22.3 Techniques d'évaluation des justes valeurs

Le tableau suivant recense les techniques d'évaluation des justes valeurs de niveau 2 et 3 pour les instruments financiers évalués à la juste valeur dans l'état de la situation financière et les données non observables clés utilisés.

| Type | Techniques d'évaluation | Données non observables clés | Corrélation entre les données non observables clés et l'évaluation de la juste valeur |
|----------------------------|---|------------------------------|---|
| Contrats de change à terme | Fixation des prix à terme | Non applicable | Non applicable |
| | La juste valeur est calculée au moyen de taux de change à terme cotés à la date de clôture et d'évaluations de la valeur actualisée basées sur les courbes de rendement /courbes de taux de crédit de contrat de grande qualité | | |
| Swap de devises | Modèles de swaps | Non applicable | Non applicable |

| Type | Techniques d'évaluation | Données non observables clés | Corrélation entre les données non observables clés et l'évaluation de la juste valeur |
|--|--|------------------------------|---|
| | La juste valeur correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie estimés. Les estimations de flux de trésorerie futurs à taux variable sont basées sur les taux de swaps cotés, les prix des contrats futurs et les taux d'emprunts interbancaires. Les flux de trésorerie estimés sont actualisés au moyen d'une courbe de taux élaborée à partir de sources similaires et qui reflète le taux interbancaire de référence utilisé par les intervenants du marché lors de la fixation des prix des swaps de devises. | | |
| Instruments de capitaux propres (participations) | Technique des comparables de marché/ flux de trésorerie disponibles actualisés/ actif net comptable | Non applicable | Non applicable |
| | La juste valeur est estimée en fonction (i) des prix des dernières transactions (délai inférieur ou égal à 12 mois), conclues à des conditions normales de marché ou relevant d'une offre de paiement ferme et portant sur plus de 15% du stock existant ou (ii) de la valeur actuelle nette calculée au moyen de taux d'actualisation de titres présentant des rendements/risques similaires ajustée pour tenir compte de la structure financière (à condition que la société ait généré des flux consolidés de trésorerie d'exploitation positifs depuis les deux précédents exercices au moins) ou encore (iii) de la valeur mathématique sur la base des derniers états financiers disponibles | | |

NOTE 23. CONTRATS DE LOCATION

23.1. En qualité de bailleur

La Banque donne en location simple une partie de ses locaux à usage professionnel ainsi que le centre de loisirs de la Cité du personnel. Les bénéficiaires sont AGF West Africa (Ex-Fonds GARI), CAURIS SA, BAD, CRRH-UEMOA, KFW, BIA Togo et DYTOUTI Consulting.

La plupart des contrats sont conclus pour une durée maximale de deux ans renouvelable par tacite reconduction. Le non-renouvellement tacite du bail doit être notifié par l'une des parties au moins trois mois avant la date envisagée de fin de contrat. La Banque conserve le contrôle et les risques des locaux loués puisque les modifications substantielles dans les lieux loués ne pourront être effectuées qu'après son autorisation préalable. Il en est de même lorsque les preneurs souhaitent mettre en sous-location une ou plusieurs parties des locaux loués. Aussi, la Banque a mis en place tous les dispositifs de sécurité jugés nécessaires et toute modification doit faire l'objet d'une coopération entre les deux parties.

Les contrats intègrent une clause de révision du montant de loyer à chaque renouvellement dont le taux ne peut excéder 10% afin de refléter l'évolution des prix sur le marché des locations.

23.1.1 Paiements minimaux futurs

Au 31 décembre, le montant des paiements minimaux futurs au titre de contrats de location simple non résiliables est le suivant :

| En millions de F CFA | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|----------------------|------------|------------|
| A moins d'un an | 123 | 112 |
| D'un à cinq ans | 586 | 495 |
| A plus de cinq ans | 904 | 767 |

23.1.2 Montants comptabilisés en résultat net

Les revenus locatifs figurent dans les « Autres produits d'exploitation » comme suit :

| En millions de F CFA | 2019 | 2018 |
|------------------------------------|------------|------------|
| Revenus locatifs des bureaux | 121 | 112 |
| Revenus des immeubles de placement | 2 | |
| TOTAL | 123 | 112 |

23.2. En qualité de preneur

La Banque a pris des villas en location simple. Les villas servent de résidences pour le Vice-Président et les Chefs de Missions Résidentes. Conclues depuis plusieurs années, les contrats portent pour les villas sur des ensembles immobiliers composés de terrains et de bâtiments.

Certains contrats ne prévoient pas de durée de fin mais intègrent une clause selon laquelle, ils ne pourront être rompus qu'à la notification préalable par l'une des parties dans un délai minimum de six mois avant la date envisagée de rupture. D'autres contrats prévoient une durée de bail de deux ans avec une clause de renouvellement tacite. Sur la base de l'historique des relations avec les bailleurs, les contrats ont toujours été renouvelés de façon tacite à ce jour depuis leurs signatures. Pour tenir compte de l'évolution du marché des locations, le montant des loyers est renégocié tous les deux ans. Dans le cadre de ces contrats de location, la Banque ne peut conclure d'accord de sous-location.

La Banque a déterminé que ces contrats sont des contrats de location simple. Le loyer réglé au propriétaire est ajusté régulièrement en fonction du niveau des loyers du marché et la Banque ne supporte pas de risque lié à la valeur résiduelle du terrain et du bâtiment. Par conséquent, le propriétaire conserve la quasi-totalité des risques et avantages liés aux terrains et aux bâtiments.

23.2.1 Paiements minimaux futurs

Au 31 décembre, le montant des paiements minimaux futurs au titre de contrats de location simple non résiliables est le suivant :

| En millions de F CFA | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|----------------------|------------|------------|
| A moins d'un an | 142 | 159 |
| D'un à cinq ans | 602 | 606 |
| A plus de cinq ans | 943 | 943 |

23.2.2 Montants comptabilisés en résultat net

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---------------------------------|------------|------------|
| Charges de loyers conditionnels | 142 | 159 |
| TOTAL | 142 | 159 |

NOTE 24. TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIEES

24.1. Prêts aux Etats membres

L'encours des prêts aux Etats se répartit comme suit au 31 décembre 2019.

| Libellés | Nombre de prêts | Montant décaissé sur prêts signés | | | | | % Encours des prêts | Montant non décaissé |
|---------------|-----------------|-----------------------------------|----------------|----------------|---------------|--------------------|---------------------|----------------------|
| | | FDC (1) | FDE (2) | PSCM (3) | PSCPUM (4) | TOTAL(5)=(1+2+3+4) | | |
| BENIN | 34 | 89 493 | 14 204 | 18 564 | | 122 261 | 8,9% | 209 184 |
| BURKINA | 31 | 92 595 | 18 095 | 36 726 | 2 657 | 150 073 | 10,9% | 188 034 |
| COTE D'IVOIRE | 25 | 64 553 | 27 874 | 41 011 | 15 670 | 149 109 | 10,8% | 208 166 |
| GUINEE BISSAU | 21 | 61 283 | 9 826 | 45 245 | | 116 354 | 8,4% | 113 275 |
| MALI | 33 | 105 625 | 10 448 | 37 392 | | 153 465 | 11,1% | 139 483 |
| NIGER | 37 | 106 831 | 29 812 | 114 800 | | 251 443 | 18,3% | 95 339 |
| SENEGAL | 42 | 104 021 | 18 890 | 75 688 | 31 213 | 229 811 | 16,7% | 173 599 |
| TOGO | 28 | 122 318 | 3 848 | 79 040 | | 205 206 | 14,9% | 127 761 |
| TOTAL | 251 | 746 720 | 132 998 | 448 466 | 49 540 | 1 377 723 | 100,0% | 1 254 841 |

Les prêts aux Etats sont soumis aux limites d'intervention présentées à la note 20.1.1 et se caractérisent par une durée maximale de dix-huit (18) ans (durée des prêts FDC) avec un différé de cinq (05) ans.

24.2. Prêts garantis par le Fonds AGF West Africa (Ex-GARI)

La Banque participe au capital du Fonds AGF West Africa (Ex-GARI). L'encours des prêts garantis par le Fonds AGF West Africa (Ex-GARI) se chiffre au 31 décembre 2019 à 38 975 M FCFA pour un montant garanti de 18 949 M FCFA.

Le détail de ces encours et leurs garanties se présente comme suit :

| Libellés des prêts | Montants encours au 31/12/2019 | Part garantie | Taux de garantie |
|--|--------------------------------|---------------|------------------|
| NIGERLAIT | 129 | 39 | 30% |
| IVORY COCOA PRODUCTS | 536 | 268 | 50% |
| USINE PHARMAC. DO-PHARMA | 3 428 | 1 150 | 34% |
| MODERN. USINE PHARMAQUICK | 612 | 306 | 50% |
| IMPLANT. UNITE TRANSF.EXTRACT. MARBRE | 3 828 | 2 297 | 60% |
| CONSTRUCT. & EXPLOIT. GAZ S.T.S.G. (SOBEMAP) | 708 | 354 | 50% |
| PHARMIVOIRE RCI | 3 836 | 1 343 | 35% |
| ICP II | 2 442 | 1 221 | 50% |
| Société Lacoste & Compagnie (Sénégal) | 900 | 450 | 50% |
| Société Lacoste & Compagnie (Sénégal) | 5 760 | 2 304 | 40% |
| MDS BURKINA | 1 876 | 1 126 | 60% |
| SCS CARTONNERIE | 2 204 | 1 322 | 60% |
| MOULIN MODERNE DU MALI | 5 696 | 2 848 | 50% |
| PARENTERUS | 2 905 | 1 453 | 50% |
| TOTAL | 34 859 | 16 479 | 47% |

24.3. Rémunérations des cadres de direction

| Libellés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|--------------|--------------|
| Appointements et gratifications | 5 342 | 4 375 |
| Cotisations de retraite | 244 | 246 |
| Coût financier et des services/retraite | 517 | 456 |
| Rémunération des administrateurs | 65 | 60 |
| Sous-total 1 | 6 168 | 5 137 |
| Engagements de retraite | 4 335 | 3 803 |
| Sous-total 2 | 4 335 | 3 803 |

Les rémunérations du Président et du Vice-Président sont fixées par les organes délibérants (Conseil des ministres et Conseil d'administration) alors que celles des Directeurs sont conformes à la grille salariale de la Banque.

Les engagements de retraite sont relatifs aux indemnités de retraite à verser aux cadres de Direction à leur départ définitif de la Banque.

NOTE 25. ENGAGEMENTS HORS BILAN

25.1 Engagements reçus

Ces engagements représentent les accords de financements donnés à la Banque par les prêteurs étrangers et les garanties reçues des Fonds régionaux pour la clientèle. Ces engagements se répartissent comme suit :

| Engagements reçus | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|-------------------------------------|-------------------|-------------------|
| Engagements d'emprunts à tirer | 199 806 | 6 373 |
| Garanties reçues de Fonds régionaux | 32 504 | 40 822 |
| Total | 232 311 | 47 195 |

Les engagements à tirer représentent le reliquat non encore encaissé, des emprunts contractés auprès des bailleurs de Fonds.

Par ailleurs, la Banque reçoit sur ses prêts des garanties autres que financières (hypothèques, gages, nantissements etc.).

25.2 Engagements donnés

Les engagements donnés sont essentiellement relatifs aux accords de prêts et de participations signés avec divers bénéficiaires des concours de la BOAD. Ils s'analysent comme suit :

| Engagements donnés | 31/12/2019 | 31/12/2018 |
|---|-------------------|-------------------|
| Engagements de prêts donnés (a) | 1 610 021 | 1 645 612 |
| Avances sur financement d'études | 15 455 | 17 983 |
| Engagements de prises de participations (b) | 62 019 | 28 668 |
| Cautions et autres garanties | 40 000 | 32 206 |
| Total | 1 727 495 | 1 724 469 |

- (a) Les engagements de prêts donnés correspondent aux accords de financements dont la mise en place reste liée à la réalisation de conditions suspensives ou dont le décaissement effectif est en attente de demandes de tirage de l'emprunteur.
- (b) Les engagements de prise de participations concernent les souscriptions non encore libérées de la BOAD au capital des sociétés. Le détail se présente comme ci-après :

| ENGAGEMENTS DE PRISES DE PARTICIPATION AU 31 DECEMBRE 2019 | Montant en M FCFA au 31/12/2019 | Montant en M FCFA au 31/12/2018 |
|---|---------------------------------|---------------------------------|
| Fonds Cauris Croissance II | 1 864 | 1 905 |
| Fonds Africain pour les Energies Renouvelables (FAER) | 17 | - |
| Société d'Amethis West Africa (AWA) en Côte d'Ivoire | 282 | 1 305 |
| Air Côte d'Ivoire (3ème augmentation du capital) | - | 1 330 |
| Fonds Investisseurs et partenaires pour le développement 2 (IPDEV2) | 868 | 868 |
| Fonds d'investissements dédié au développement des services financiers dans l'UEMOA | 7 415 | 9 424 |
| Fonds I&P Afrique Entrepreneurs 2 (IPAE2) | 1 642 | 1 747 |
| Fonds Cauris Croissance IV | 5 000 | 5 000 |
| ECP Africa Fund IV | 1 193 | 1 589 |
| Fonds AFIG Fund II | 3 000 | 3 000 |
| ADIWALE FUND I | 2 500 | 2 500 |
| Fonds d'amorçage | 12 000 | - |
| Fonds Infrastructures | 26 238 | - |
| TOTAL | 62 019 | 28 668 |

NOTE 26. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE

Les états financiers de la Banque ont été préparés sur la base de la continuité de l'activité. La crise sanitaire liée à la pandémie du COVID19, intervenue en mars 2020 pourrait influencer la situation financière et les résultats de la Banque au 31 décembre 2020. Compte tenu du caractère récent de la pandémie et des mesures prises par le Conseil des Ministres de l'UEMOA pour aider les entreprises, la BOAD n'est pas en mesure d'en apprécier l'impact chiffré éventuel.

A la date d'arrêté des comptes 2019 par le Conseil d'Administration de la BOAD, le management de la Banque n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettraient en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.